



# *Why Vietnam Invaded Cambodia* (Pourquoi le Vietnam a envahi le Cambodge)

---

*POLITICAL CULTURE AND THE CAUSES OF WAR*  
(LA CULTURE POLITIQUE ET LES CAUSES DE LA GUERRE)

*Stephen J. Morris*

Stanford University Press  
Stanford, California  
1999

Original EN: 01001657-01001985

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

Unrevised translation. A revised version will be provided by ITU upon request.

**ERN : 01001686-01001688 (Introduction)**

Bien que la Chine ait mal perçu le rôle que jouait Moscou dans la prise de décisions à Hanoï, sa réponse à cette perception erronée, ainsi qu'à sa perception exacte de l'ambition impérialiste du Vietnam au Cambodge, était pourtant rationnelle. La Chine a mobilisé ses ressources matérielles, tant économiques que militaires, pour tenter de faire pression sur le Vietnam dans l'espoir de changer son comportement. Les Chinois, tout comme les dirigeants soviétiques, ont souvent été induits en erreur par les modes de pensée paranoïaques qu'ils partageaient avec leurs États-clients. Or, cela ne les a pas poussés à agir de façon irrationnelle envers les ennemis de leurs États-clients. L'irrationalité était une caractéristique de la politique du Cambodge envers le Vietnam, tout autant que de la politique du Vietnam envers la Chine.

Dans ce livre, je soutiens que toutes ces actions curieusement autodestructrices des pouvoirs locaux peuvent s'expliquer, mais seulement en référence à leur culture politique.

La culture politique des Khmers rouges était composée des valeurs et perceptions culturelles traditionnelles de ses dirigeants, de leur idéologie révolutionnaire et de leurs schémas de pensée paranoïaques. Les valeurs et perceptions traditionnelles de la culture cambodgienne qui trouvaient écho chez les Khmers rouges étaient un sentiment d'infériorité et un profond ressentiment envers leurs voisins plus puissants, en particulier les Vietnamiens, conduisant au désir de « prouver » leur supériorité par rapport à ces voisins. Ce désir passionné d'enrayer le sentiment traditionnel d'infériorité et de ressentiment a été transformé par l'adhésion à une idéologie révolutionnaire, que je qualifierais d'« hyper-maoïsme ». Tout comme l'hyper-maoïsme a inspiré la politique intérieure des Khmers rouges et leur campagne fanatique de violence et de communautarisation socio-économique rapide, de même en matière de politique étrangère, elle a conduit les dirigeants khmers rouges à essayer de se montrer plus puissants et plus « avancés » idéologiquement que les Vietnamiens, et à croire qu'ils pourraient vaincre un ennemi dont les forces armées étaient vastement supérieures en termes de nombre et de puissance de feu. L'échec qui s'ensuivit a suscité des délires paranoïdes, par lesquels ces mêmes dirigeants ont conclu que leur situation désespérée était le produit d'une trahison par des ennemis internes, qui devaient absolument être éliminés.

Traditionnellement, les Vietnamiens ont toujours fait montre d'un profond mépris pour la culture cambodgienne. Cette attitude a persisté jusqu'à aujourd'hui, même au sein de l'élite du Parti communiste vietnamien. Le mépris vietnamien a rouvert de vieilles blessures qui ont marqué la culture cambodgienne après deux siècles d'invasions et d'occupations militaires vietnamiennes. Ainsi, les attitudes culturelles traditionnelles des communistes vietnamiens ont contribué à briser les liens de solidarité révolutionnaire qui liaient auparavant la plupart des dirigeants communistes cambodgiens à leurs maîtres à penser vietnamiens.

Original EN: 01001657-01001985

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

2

L'orientation globale du communisme vietnamien a eu plutôt tendance à suivre le courant dominant de la culture politique marxiste-léniniste. Les chefs d'État du Vietnam ont poursuivi l'orthodoxie idéologique dans les affaires intérieures et étrangères – mais en tant que disciples, et non en tant que meneurs. Cette recherche de l'orthodoxie a rendu les dirigeants de Hanoï méfiants du polycentrisme dans le monde communiste, les poussant à prendre position en faveur de la « ligne internationale » de l'une des puissances communistes. Pour une majorité des dirigeants communistes vietnamiens, la simple ligne soviétique semblait plus proche de l'orthodoxie marxiste-léniniste que la position chinoise complexe. Le « gauchisme » de la politique intérieure et étrangère de Mao, en particulier pendant le « Grand bond en avant » et la « Grande révolution culturelle prolétarienne », a aliéné des personnes clés à Hanoï et renforcé le désir du Nord-Vietnam de se rapprocher de l'Union soviétique. Lorsque Hanoï a finalement basculé dans le camp de Moscou entre 1968 et 1970, le passage de Beijing du radicalisme au rapprochement avec l'Occident, en particulier avec les États-Unis en 1971-1972, a convaincu Hanoï que Beijing avait une fois de plus trahi le véritable « internationalisme prolétarien » et qu'on ne pouvait plus lui faire confiance.

La méfiance s'est finalement transformée en paranoïa. Cet état des choses a ensuite conduit Hanoï à croire à tort que Beijing incitait les Khmers rouges à l'attaquer, puis à craindre sans fondement que Beijing utiliserait la minorité ethnique chinoise du Vietnam pour renverser le pouvoir vietnamien. Ainsi, selon certains, une combinaison d'orthodoxie idéologique et de paranoïa croissante expliquerait pourquoi les dirigeants communistes vietnamiens sont devenus de plus en plus hostiles envers leur ancien allié.

Dans cette étude, je démontre que, dans le contexte des événements qui ont mené à l'invasion du Cambodge par les Vietnamiens – auxquels ont contribué les actions des dirigeants vietnamiens, cambodgiens, chinois et soviétiques – toutes les parties avaient une perception erronée de la situation, alimentée par leur idéologie et leur paranoïa. Pourtant, on constate une tendance inhabituelle dans le comportement des Cambodgiens et des Vietnamiens. Le régime le plus faible s'est comporté de façon irrationnelle envers le plus fort, et non le plus fort envers le plus faible. Les théories universitaires dominantes, et même le simple bon sens, indiquent que ce sont les plus forts qui ont le luxe de pouvoir provoquer les plus faibles, et non l'inverse. Ainsi, le comportement des communistes cambodgiens à l'égard du Vietnam et le comportement des communistes vietnamiens à l'égard de la Chine sont une énigme que seul quelqu'un ayant un sens culturel exceptionnel pourrait résoudre. C'est-à-dire que, dans le contexte d'un conflit entre deux régimes convaincus de leur propre vertu idéologique, c'est une combinaison d'anxiété et d'impuissance qui a conduit les dirigeants de Hanoï et de Phnom Penh à agir de manière à provoquer l'hostilité de voisins plus puissants.

Original EN: 01001657-01001985

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

3

**ERN: 01001692-01001693 (Chapter 1, Roots of a Conflict)**

Les empereurs vietnamiens avaient commencé à s'ingérer dans la politique intérieure du Cambodge bien avant l'unification du Vietnam en 1802. À plusieurs reprises au cours du XVIII<sup>ème</sup> siècle, les Vietnamiens ont répondu, généralement par la force militaire, à l'appel de factions locales luttant pour s'emparer du trône cambodgien contre d'autres factions soutenues par le Siam. Cependant, dans la plupart des cas, les empereurs vietnamiens préféraient gouverner indirectement<sup>7</sup>.

Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, après avoir déjà annexé au Cambodge de grandes étendues de la région correspondant actuellement au Sud du Vietnam, les Vietnamiens ont commencé à jouer un rôle plus important sur ce territoire voisin aux frontières rétrécies. Après avoir participé à l'intronisation de Nak Ong Chan en 1813, les Vietnamiens ont fait du Cambodge un protectorat. Toutefois, après le décès de Nak Ong Chan à la fin de 1834, l'empereur de Hué a mis en place un régime d'administration directe et a transformé le Cambodge en province vietnamienne. Avec l'arrivée des nouveaux administrateurs vietnamiens, les Chinois de souche qui avaient émigré au Vietnam ont été encouragés à s'installer au Cambodge<sup>8</sup>.

Tout au long de leur période de colonisation dans les années 1830, les Vietnamiens ont tenté d'imposer leur propre culture aux Cambodgiens. Ils y ont non seulement envoyé leurs propres administrateurs, mais ils ont aussi cherché à changer les vêtements traditionnels, la langue et l'agriculture du Cambodge. Les Vietnamiens espéraient même que leur culte sino-vietnamien de bouddhisme Mahayana imprégnerait la tradition bouddhiste Theravada des Cambodgiens<sup>9</sup>. Cette arrogance culturelle a différencié l'impérialisme vietnamien de l'impérialisme siamois et s'est plus profondément ressentie chez le peuple cambodgien ordinaire. C'est ainsi que les empereurs vietnamiens se sont établis comme des ennemis héréditaires aux yeux des Cambodgiens jusqu'à aujourd'hui.

## LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE TRADITIONNELLE DU CAMBODGE VIS-À-VIS DU VIETNAM

Pendant la plus grande partie des deux siècles qui ont précédé l'arrivée des colonialistes français au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, la diplomatie cambodgienne envers le Vietnam n'était façonnée que par la lutte de pouvoir entre les membres rivaux de la royauté cambodgienne. Un prétendant au trône cambodgien faisant souvent appel aux empereurs vietnamiens de Hué pour que ceux-ci envoient des forces armées afin de l'aider à renverser ses rivaux cambodgiens. Les Malais, les Chams et les Siamois étaient souvent sollicités par d'autres Cambodgiens dans le même but.

Original EN: 01001657-01001985

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

4

Toutefois, au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle, les rivaux siamois et vietnamiens étaient devenus les deux entités les plus puissantes dans la lutte de pouvoir interne au Cambodge<sup>10</sup>.

Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, les relations extérieures du Cambodge n'étaient guère plus que celles d'un État tributaire. Quiconque gouvernait le pays le faisait avec le soutien du Siam ou du Vietnam. Le Cambodge cédait d'importantes concessions territoriales à ces rois en échange de leur soutien. Par ailleurs, les deux voisins plus puissants réclamaient constamment des gages de servilité sous forme de tributs matériels et symboliques.

Ce n'est qu'au début du XIX<sup>ème</sup> siècle que le Vietnam a été unifié, ce qui en a fait un voisin extrêmement puissant et une grave menace pour la survie même du Cambodge.

Les relations du Cambodge avec ses principaux voisins sont passées par plusieurs phases tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle. De 1794 à 1806, période pendant laquelle le Vietnam vivait les derniers moments d'une guerre civile, le Cambodge était principalement sous l'influence des rois thaïlandais du Siam. De 1806 à 1814, le Cambodge est entré dans la première phase de sa double allégeance au Siam et au Vietnam, mais sa relation avec le Siam dominait. De 1814 à 1830, la double allégeance se poursuivait avec les Vietnamiens, dorénavant plus puissants dans la région. Après 1830, l'influence vietnamienne s'est accrue, aboutissant à une politique d'annexion partielle du Cambodge entre 1835 et 1845. Ayant perdu son indépendance, le Cambodge fut réduit au statut de « protectorat » de son voisin de l'est<sup>11</sup>.

Pendant toutes ces années, le Cambodge a connu des soulèvements populaires sporadiques contre les Siamois, et surtout contre les Vietnamiens. Les forces cambodgiennes rivales ont, de temps à autre, affronté militairement les forces armées de l'occupant à l'intérieur du pays, mais il n'y a jamais eu d'attaque contre le territoire établi du voisin lui-même, et aucun dirigeant cambodgien – en particulier, aucun roi cambodgien – n'a jamais affronté ses deux voisins en même temps. Il a toujours été entendu que la victoire contre un voisin ennemi exigeait l'acquiescement, sinon le soutien manifeste, de l'autre. Ainsi, bien que l'on puisse reprocher aux dirigeants cambodgiens de ne pas toujours avoir établi des alliances efficaces, ils n'ont poursuivi une politique de confrontation militaire avec un voisin plus puissant que dans le but d'équilibrer leurs alliances externes. Ils étaient donc bel et bien réalistes, quoique de manière imparfaite.

**ERN: 01001695-01001695 (Chapter 1, Roots of a Conflict)**

Selon les documents ultérieurs du Komintern, avant l'avènement de la « dictature du prolétariat mondial », il était prévu que le futur bloc communiste soit un réseau combinant des États-nations individuels et des « syndicats fédérés »<sup>15</sup>. Cette volonté est clairement exprimée dans une lettre paternaliste adressée par le Comité central du Parti communiste chinois au Comité central du Parti communiste indochinois en avril 1934 :

Camarades, suivez notre chemin et celui de l'Union soviétique. C'est le chemin sûr, infaillible et éprouvé de la victoire... Main dans la main avec les communistes de France, main dans la main avec les communistes de Chine, du Japon, de l'Inde et de l'Indonésie, les bolcheviks d'Indochine réveilleront les masses opprimées pour mener l'assaut victorieux contre l'impérialisme. La frontière entre la Chine du Kuomintang et l'Indochine française cessera de séparer nos peuples ; l'Indochine soviétique et la Chine soviétique seront unifiées au sein de la Fédération mondiale des républiques soviétiques [traduction non officielle]<sup>16</sup>.

Le Komintern recommandait l'universalisation de l'expérience soviétique. Dans le cas de l'Indochine, cela signifiait que les Vietnamiens, en raison de leur supériorité numérique écrasante, joueraient le même rôle historique vis-à-vis des Cambodgiens et des Laotiens que les Russes avaient joué vis-à-vis des communautés non russes de l'Union soviétique. Il convient de noter que dans ce contexte, les Russes soviétiques se sont toujours montrés favorables à l'idée du droit des minorités nationales à l'auto-détermination nationale. Cependant, toutes les tentatives faites par les républiques socialistes soviétiques pour concrétiser ces promesses furent sévèrement réprimées<sup>17</sup>.

Original EN: 01001657-01001985

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

6

**ERN: 01001701-01001703 (Chapter 1, Roots of a Conflict)**

En 1949, les communistes vietnamiens ont créé le Comité pour la création d'un Parti révolutionnaire du peuple cambodgien. Selon Bernard Fall, le Comité était « presque entièrement composé de Vietnamiens soigneusement sélectionnés et possédant une expérience considérable dans les affaires khmères » [traduction non officielle]<sup>44</sup>. Peu de temps après, des unités armées spéciales vietnamiennes, connues sous le nom de « troupes vietnamiennes d'aide au Cambodge », ont été créées pour fournir un bouclier militaire aux opérations politiques communistes vietnamiennes à l'intérieur du Cambodge. Le quartier général des opérations militaires et politiques du Viet Minh au Sud-Vietnam a été transféré dans la province de Prey Veng, au Cambodge. À partir de là, un réseau de « comités de cadres » fut établi en 1950, bien qu'une fois de plus, ces comités du parti fussent majoritairement composés de vietnamiens de souche<sup>45</sup>.

En mars 1950, une réunion préparatoire des dirigeants du Viet Minh et des Khmers Issarak s'est tenue à Ha Tien, dans le sud du Vietnam, en présence du dirigeant communiste vietnamien Le Duc Tho. Là, Nguyen Thanh Son, le chef du comité des affaires étrangères du Viet Minh dans le Sud-Vietnam, a parlé favorablement du rôle de la population vietnamienne émigrée au Cambodge, laquelle, a-t-il affirmé, constituait une « force motrice destinée à lancer le mouvement révolutionnaire au Cambodge ». Plus tard dans son discours, Son semble se plaindre que, bien que le « Parti du prolétariat » (le PCI) ait pu guider le Mouvement, celui-ci était principalement composé de Vietnamiens et n'avait pas encore de « racines profondes parmi le peuple khmer ». Toutefois, Son estimait que le rôle du PCI était vital, avançant que : « comme le Cambodge se trouve sur l'échiquier indochinois, la Révolution khmère doit être placée sous la direction du prolétariat indochinois » [traductions non officielles]<sup>46</sup>.

Une réunion des dirigeants du Viet Minh et des Khmers Issarak s'est tenue en avril 1950, à savoir le « Premier Congrès national de la résistance khmère ». Cette réunion a vu la création du Front Issarak unifié et du Comité central provisoire de libération du peuple cambodgien, dirigés par Son Ngoc Minh du PCI et sous le contrôle de membres du PCI<sup>47</sup>.

Tous ces efforts organisationnels devaient ouvrir la voie à l'émergence d'un nouveau parti politique cambodgien sous contrôle vietnamien. En février 1951, l'ancien PCI a officiellement refait surface sous un nouveau nom – le Dang Lao Dong Viet Nam (Parti des travailleurs du Vietnam), ou Lao Dong<sup>48</sup>. Bien que ce nouveau nom laissât entendre que le Vietnam avait formellement renoncé à son autorité sur tous les mouvements révolutionnaires d'Indochine, il annonçait simultanément la création de deux partis fraternels : un Parti de l'indépendance du Laos, dont les dirigeants étaient presque tous Vietnamiens, et un Parti révolutionnaire du peuple cambodgien. Selon Fall, le nouveau parti cambodgien « a non seulement été entièrement créé par le Lao Dong, mais même son nom et ses statuts ont dû être traduits du vietnamien en khmer » [traduction non

Original EN: 01001657-01001985

7

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

officielle]. Par ailleurs, les Vietnamiens de souche ont dominé la direction de ce parti<sup>49</sup>. En 1951, les communistes vietnamiens ont parlé à plusieurs reprises de l'idée de créer une fédération rassemblant les trois États du Vietnam, du Cambodge et du Laos, et de la réunification éventuelle des partis révolutionnaires de ces trois pays<sup>50</sup>.

Selon les rapports des services de renseignement français de l'époque, jusqu'en août 1951, seul un petit nombre de Cambodgiens furent admis au parti. Un document retraçant l'histoire du parti communiste cambodgien a circulé secrètement au début des années 1970 et comprenait quelques statistiques sur les premiers adhérents au parti. Selon ce document, en 1951, les premiers communistes cambodgiens étaient un groupe d'une quarantaine de personnes formées par le PCI, dix par le Parti communiste français et trois ou quatre par le Parti communiste thaïlandais<sup>51</sup>. En dépit d'une directive officielle du Comité central encourageant la rectification de cette situation, le rapport français de décembre 1952 a noté : « Le recrutement et la formation des cadres cambodgiens se sont avérés néanmoins difficiles, les candidats se montrant à l'époque peu compréhensifs, nonchalants et indisciplinés » [traduction non officielle]<sup>52</sup>.

Toutefois, les dirigeants du Viet Minh ne se sont pas laissés décourager pour autant et ont poursuivi le recrutement et la formation d'un certain nombre de Cambodgiens. À l'origine, ces recrues étaient envoyées suivre une formation au Sud-Vietnam, mais en juin 1952, il fut décidé d'établir dans chaque zone du Cambodge une école politico-militaire dirigée par des Vietnamiens ainsi qu'un comité de conseillers vietnamiens<sup>53</sup>.

Au cours des trois années suivantes, les cadres vietnamiens ont continué – non sans peine – d'essayer de recruter des Khmers dans les organisations politiques et militaires qu'ils contrôlaient. Ce projet n'a obtenu qu'un succès limité. Par exemple, selon une analyse des services de renseignement français effectuée en mars 1952 et fondée sur d'importants documents et informateurs capturés du Viet Minh, le secrétariat de la cellule de Phnom Penh avait un personnel permanent de trente-quatre personnes, dont vingt-sept Vietnamiens, trois Chinois et seulement quatre Cambodgiens<sup>54</sup>.

Les concessions politiques françaises au gouvernement royal du roi Norodom Sihanouk, ainsi que le prestige politique personnel de Sihanouk, avaient rendu la tâche de toute résistance armée anti-française plus difficile qu'au Vietnam. En parallèle, la profonde animosité entre Khmers et Vietnamiens garantissait que le parti vietnamien et ses fronts anticoloniaux gagneraient peu de soutien populaire au Cambodge<sup>55</sup>.

Conformément aux accords de Genève signés par les Français et le Viet Minh en 1954, toutes les forces communistes vietnamiennes ont été retirées du Cambodge. Le gouvernement royal de Sihanouk jouissait donc d'une indépendance totale et d'une reconnaissance internationale en novembre 1953. Cependant, avec la retraite des Vietnamiens sont partis quelque cinq mille cadres communistes et soldats khmers ainsi que leurs familles, appelés « Khmers Viet Minh »<sup>56</sup> par la

Original EN: 01001657-01001985

8

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

plupart des non communistes. Ils devaient recevoir une formation complémentaire à Hanoï et y rester en tant qu'armée de réserve, en attendant le moment opportun d'intervenir.

## LES ORIGINES DES KHMERS ROUGES

En 1954, le retrait à Hanoï de la moitié du petit nombre de communistes khmers vietnamiens a laissé un quasi-vide au sein de la gauche cambodgienne. Un parti de façade appelé Pracheachon (Parti du peuple) a été formé pour s'engager dans la politique juridique, tandis que le véritable parti communiste opérait clandestinement. Les élections de 1955 furent remportées par le Sangkum Reastr Niyum (Communauté socialiste populaire) de Sihanouk avec 630 625 voix, soit 83 % de l'électorat, soit une victoire écrasante, tandis que le Pracheachon s'en est mal sorti. Effectivement, ce parti pro-Hanoï n'a remporté que 29 509 voix, soit 4 % de l'électorat<sup>57</sup>. Cependant, ces élections étaient tout sauf équitables, il est donc impossible de savoir dans quelle mesure le Pracheachon a vraiment reçu l'appui de la population<sup>58</sup>.

Le quasi-vide politique à gauche fut rapidement comblé par un groupe de jeunes communistes, dont beaucoup étaient rentrés de France dans les années 1950. Le gouvernement français leur avait accordé des bourses leur permettant de faire des études en France. Certains d'entre eux, dont Khieu Samphan, Hu Nim et Hou Yuon, y ont obtenu des diplômes d'études supérieures (deux dans de prestigieuses universités). D'autres, comme Saloth Sar (plus tard connu sous le nom de Pol Pot), n'ont pas terminé leurs études<sup>59</sup>. Cependant, même s'ils n'ont pas tous été initiés au marxisme en France, tous ont fréquenté l'« université populaire » du Parti communiste français<sup>60</sup>.

Selon les camarades de classe cambodgiens non communistes des Khmers radicaux, pendant leur séjour en France, les marxistes cambodgiens n'ont manifesté aucun signe d'hostilité à l'égard des Vietnamiens. Au contraire, ce sont ces jeunes radicaux, et non les Cambodgiens plus conformistes, qui ont fraternisé avec des étudiants vietnamiens à Montpellier. Ces étudiants radicaux ont également critiqué l'utilisation par d'autres Cambodgiens du mot « Yuon », un terme péjoratif couramment utilisé pour désigner les Vietnamiens<sup>61</sup>.

En 1953, Pol Pot et d'autres Cambodgiens de la première vague d'étudiants radicaux formés par les Français sont retournés au Cambodge. Ils ont rejoint les rangs de la résistance contre les Français contrôlée par les Vietnamiens, le Front Issarak, dirigé par Son Ngoc Minh, dans les derniers jours de la guerre anticoloniale. Pol Pot a également rejoint le Parti populaire révolutionnaire du Kampuchéa<sup>62</sup>, un parti proto-communiste chapeauté par les Vietnamiens. Ainsi, au cours de ces années de formation, les valeurs révolutionnaires ont joué un rôle plus important que les valeurs traditionnelles pour ce qui en est de façonner les attitudes des Khmers rouges envers les Vietnamiens.

Original EN: 01001657-01001985

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

9

Original EN: 01001657-01001985

10

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

Unrevised translation. A revised version will be provided by ITU upon request.

**ERN: 01001706-01001706 (Chapter 1, Roots of a Conflict)**

On ne sait pas exactement à quel moment les communistes cambodgiens sont devenus adeptes du maoïsme. Les communistes vietnamiens prétendent que Pol Pot et Ieng Sary « adoraient déjà Mao et admiraient sa pensée » lorsqu'ils étaient en France<sup>76</sup>. Les Vietnamiens ont également avancé que Pol Pot aurait rencontré Mao pour la première fois en 1960<sup>77</sup>, mais Sihanouk affirme que ce n'est qu'après leur retour au Cambodge que ces jeunes communistes ont été influencés par le maoïsme, à l'Ambassade de Chine de Phnom Penh. Sihanouk affirme également que pendant les années 1950-1960, certains ont effectué des visites secrètes en Chine<sup>78</sup>, mais il s'agit d'allégations fausses ou trompeuses.

Les Khmers rouges semblent s'être imbibés de l'idéologie maoïste de façon très progressive. Par ailleurs, les communistes vietnamiens eux-mêmes ont dû jouer un rôle direct dans ce processus, puisqu'ils étaient sous influence communiste chinoise pendant les années 1950-1956 et 1963-1964 (voir le chapitre 5), alors que, comme nous venons de le voir, de nombreux communistes cambodgiens étaient encore sous l'emprise d'une très forte influence communiste vietnamienne. Pol Pot a fait son premier voyage en Chine à la fin 1965, y restant jusqu'au début de 1966. Le programme du début des années 1960 du Parti communiste du Kampuchéa, que Pol Pot a présenté aux Vietnamiens en juin 1965, ne fait aucune référence directe à Mao. Toutefois, une lettre de Pol Pot au Parti communiste chinois datant d'octobre 1967<sup>79</sup> en fait mention. Les visites de Pol Pot en Chine en 1965-1966 et 1970 ne sont pas la source, mais plutôt l'élément moteur, de l'influence idéologique maoïste sur les Khmers rouges.

**LA POLITIQUE DU PRINCE SIHANOUK À L'ÉGARD DU VIETNAM**

Comme l'ensemble du peuple cambodgien depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle, le Prince Sihanouk craignait les ambitions des Vietnamiens. Il écrivit en janvier 1963 : « Qu'il s'appelle Gia Long, Ho Chi Minh ou Ngo Dinh Diem, aucun Annamite [ou Vietnamien] ne dormira en paix tant qu'il n'aura pas réussi à pousser le Cambodge vers l'anéantissement, après l'avoir d'abord réduit en esclavage » [traduction non officielle]<sup>80</sup>. Sihanouk a de nouveau exprimé les mêmes craintes près de vingt ans plus tard :

Les Khmers ont de sérieuses raisons de ne pas aimer les Vietnamiens. En effet, au fil des siècles, nos voisins de l'est ont « avalé » des territoires ayant toujours appartenu au Cambodge et les ont colonisés, ce qui n'a laissé d'autre choix à la population locale que la soumission ou la fuite [traduction non officielle]<sup>81</sup>.

Sihanouk a reconnu que beaucoup de Cambodgiens détestaient tellement les Vietnamiens qu'ils rêvaient de reconquérir certains des territoires perdus, toutefois, il a décidé d'adopter une approche différente :

Dans mes relations avec le Vietnam, j'ai toujours adopté une attitude réaliste. Le ciel en a fait notre voisin pour l'éternité et, du nord au sud, il comptait près de cinquante millions d'habitants [dans les années 1960], soit environ huit fois plus que le Cambodge à l'époque. « Rouge » ou « bleu », il s'agissait d'un voisin très dangereux, à aborder avec précaution [traduction non officielle]<sup>82</sup>.

**ERN: 01001712-01001712 (Chapter 1, Roots of a Conflict)****CONCLUSIONS**

L'attitude des communistes vietnamiens à l'égard du Cambodge et, en particulier, du mouvement communiste cambodgien, était en partie le reflet de l'attitude traditionnelle du Vietnam envers son voisin de l'ouest. Par ailleurs, cette attitude fut en partie formée dans les années 1930 par la directive du Komintern visant la création d'une fédération d'États gouvernée par un parti communiste indochinois. Il s'agissait d'une directive importante à l'époque, car elle donnait une certaine légitimité politique marxiste, via le concept d'« internationalisme prolétarien », à une ambition qui aurait pu être interprétée sans ambiguïté comme un simple geste impérialiste vietnamien. Au moment de la publication de cette directive, le monde communiste constituait un véritable bloc, et l'expansion géographique du pouvoir communiste vietnamien pouvait être présentée aux autres camarades comme la simple expansion du « camp socialiste ».

Cependant, après 1960, avec l'effondrement rapide de l'unité au sein du « camp socialiste », l'auto-détermination politique nationale est apparue comme un nouveau concept de légitimité dans l'évaluation des relations politiques entre les États marxistes-léninistes et les mouvements révolutionnaires. Les belles paroles adressées par Khrouchtchev à la Yougoslavie au sujet des « différents chemins menant au socialisme » commençaient à sonner creux. Le défi lancé par la Chine à l'Union soviétique après 1960 avait fourni un deuxième modèle à suivre. Dans le cas particulier de l'Indochine, elle fournissait un modèle pour les communistes cambodgiens. Par voie de conséquence, l'éthos du Komintern, qui était la source d'inspiration idéologique des communistes vietnamiens, n'avait plus le même poids idéologique dans le monde communiste. Les ambitions communistes vietnamiennes quant au Cambodge et au Parti communiste cambodgien n'étaient pas prêtes d'être sitôt acceptées par les camarades du reste du monde.

En 1975, compte tenu de l'évolution du monde communiste, le concept d'une fédération indochinoise fut remplacé dans les déclarations officielles des communistes vietnamiens par celui d'une « relation particulière » entre le Vietnam et ses voisins cambodgiens et laotiens. Toutefois, ce changement de terminologie, de concept politique et, dans une moindre mesure, d'attitude, fut progressif et, comme nous le verrons, il n'a pas eu de grande incidence sur les relations de pouvoir inégales entre les États indochinois – une inégalité que le Komintern avait légitimé à l'origine.

La politique du Prince Sihanouk, chef de l'État cambodgien, à l'égard des Vietnamiens temporairement divisés, était conforme à celle suivie par la plupart des anciens dirigeants cambodgiens avant la colonisation par les Français.

**ERN: 01001714-01001715 (Chapter 2, The Public Rise and Secret Fall of Militant Solidarity)**

## CHAPITRE DEUX

L'ascension publique et la chute secrète de la « solidarité militante » : les communistes vietnamiens et cambodgiens, 1970-1975

À la veille du coup d'État de Lon Nol en mars 1970, les communistes vietnamiens avaient toujours la vision à long terme d'imposer leur hégémonie au Cambodge. Leur objectif à court terme était de remporter une victoire sur les États-Unis et le Sud-Vietnam. Pour le Nord-Vietnam, le Cambodge était un problème géopolitique dont la seule importance immédiate était le rôle qu'il jouait dans la lutte pour le Sud-Vietnam. Jusqu'en mars 1970, c'était un problème que les dirigeants de Hanoï avaient réussi à résoudre tout en tournant la situation de façon à en tirer un avantage militaire significatif. Tant que Sihanouk était au pouvoir et continuait de permettre aux troupes communistes vietnamiennes de se réfugier sur le territoire cambodgien et de s'en servir comme voie d'approvisionnement logistique, Hanoï n'avait aucune raison de vouloir le renverser. Au contraire, la survie de Sihanouk – ou du moins la survie de ses politiques à l'égard de Hanoï, Saïgon et Washington – constituait une nécessité stratégique à court terme pour les communistes vietnamiens.

Les Khmers rouges avaient une vision très différente de celle de Sihanouk. Ils voulaient renverser son « régime féodal » pour le remplacer par leur propre dictature. Inspirés par Mao Tsé-toung, qui a défié l'autorité soviétique, ces révolutionnaires cambodgiens étaient prêts à accepter l'aide politique et militaire à court terme des Vietnamiens pour atteindre leurs objectifs révolutionnaires, mais ils ont rejeté une relation de dépendance *totale*, à savoir la direction politique communiste vietnamienne et l'assistance militaire.

Au début des années 1970, les dirigeants de Hanoï n'étaient pas au courant de l'antipathie des dirigeants khmers rouges à leur égard, ils étaient pourtant bien conscients que les Khmers rouges n'étaient pas sous leur contrôle direct. Toutefois, compte tenu de la situation militaire et politique dans toute l'Indochine à cette époque, Hanoï n'avait aucune raison de douter que ces divergences seraient éventuellement corrigées par des méthodes éprouvées : la menace ou l'exercice effectif du pouvoir militaire par l'Armée populaire du Vietnam, puis le détachement d'agents politiques loyaux de Hanoï, en l'occurrence les Khmers Viet Minh.

Le coup d'État sans effusion de sang au sein du gouvernement royal de Sihanouk a perturbé certaines des alliances politiques de la région. Il a par ailleurs déclenché des événements politiques et militaires qu'aucune des forces politiques opposées, tant communistes que non communistes, n'aurait pu prévoir ni contrôler. Cependant, il a aussi révélé, à ceux qui y prêtaient une attention particulière, la perspective étrange des Khmers rouges, en particulier leur mépris des contraintes imposées par leur relative faiblesse politique et militaire. Les événements de 1970-1975 ont préparé

Original EN: 01001657-01001985

14

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

le terrain pour la troisième guerre d'Indochine, qui, en un sens, se préparait déjà – sous forme embryonnaire – pendant la deuxième guerre d'Indochine.

#### L'INSURRECTION CAMBODGIENNE SOUS INFLUENCE DE HANOÏ : AVRIL 1970 – MARS 1972

Le coup d'État de Lon Nol semble avoir pris tout le monde, y compris le gouvernement américain, par surprise<sup>1</sup>. Après avoir examiné des documents du gouvernement obtenus en vertu de la loi américaine sur la liberté de l'information (*Freedom of Information Act*), William Shawcross, l'un des plus éminents critiques de l'administration Nixon, tira la conclusion suivante : « Aucun lien direct n'a été établi entre le gouvernement américain et les usurpateurs de Sihanouk avant le coup d'État » [traduction non officielle]<sup>2</sup>.

Le remplacement du gouvernement de Sihanouk par un régime déterminé à débarrasser le sol cambodgien de toute présence communiste vietnamienne a changé les relations politiques entre les communistes vietnamiens et les Khmers rouges. Hanoï avait besoin de ses refuges cambodgiens pour poursuivre sa guerre contre les États-Unis et le Sud-Vietnam. Comme l'a déclaré Hoang Anh, un haut responsable communiste vietnamien, dans un rapport secret communiqué lors d'une séance plénière du Comité central de son parti neuf mois après le coup d'État :

Nous devons consacrer une attention considérable au Cambodge, car nos succès au Sud-Vietnam dépendront beaucoup de l'efficacité de nos opérations au Cambodge... La question du Cambodge est très importante. Pour qu'elle soit résolue avec succès, nous devons renforcer nos forces militaires sur place et aider matériellement les forces patriotiques locales [traduction non officielle]<sup>3</sup>.

Après le coup d'État de mars 1970, Hanoï avait le même objectif fondamental à court terme que les Khmers rouges, soit de renverser le gouvernement du Cambodge. Le réalignement politique militaire nécessaire s'est rapidement exprimé au niveau diplomatique. Le 21 mars, la République démocratique du Vietnam (le gouvernement du Nord-Vietnam) a dénoncé le coup d'État de Lon Nol comme étant l'œuvre des États-Unis et a immédiatement promis son soutien au Prince Sihanouk, qui allait devenir le chef symbolique d'une coalition anti-gouvernementale<sup>4</sup>.

**ERN : 01001718-01001718 (Chapter 2, *The Public Rise and Secret Fall of Militant Solidarity*)**

Par conséquent, il apparaît clairement que même si la principale préoccupation des communistes vietnamiens à l'égard du Cambodge était liée à son importance pour la situation militaire au Sud-Vietnam, il y avait d'autres enjeux politiques essentiels à prendre en considération. Dans un rapport à Moscou écrit en mai 1971, l'ambassadeur soviétique au Nord-Vietnam mentionnait en passant que « les camarades vietnamiens » avaient, au cours de la dernière année, soulevé « de manière prudente » la question de créer une « fédération socialiste d'Indochine ». L'ambassadeur a remarqué qu'il s'agissait « d'une question extrêmement délicate », mais il a ajouté qu'elle pourrait être réglée « dans l'intérêt général du socialisme » [traductions non officielles]<sup>16</sup>. En parallèle, les Soviétiques ont reconnu que l'égoïsme et la condescendance des Vietnamiens envers leurs dépendants indochinois constituaient un réel problème. Dans son rapport, l'ambassadeur Shcherbakov a souligné que Hanoï était le centre de coordination des activités des « fronts de libération du Vietnam, du Laos et du Cambodge », et a reconnu que les Laotiens et les Cambodgiens acceptaient le leadership vietnamien et en dépendaient. Toutefois, il précise également être préoccupé par l'approche vietnamienne dans le contexte de cette relation :

Néanmoins, l'approche étroitement nationaliste des camarades vietnamiens à la solution des problèmes de l'Indochine est parfois trop évidente, et les tentatives manifestes de subordination des problèmes du Laos et du Cambodge aux intérêts du Vietnam se traduisent par le mécontentement dissimulé de leurs camarades laotiens et cambodgiens [traduction non officielle]<sup>17</sup>.

L'ambassade soviétique avait déjà reconnu ce problème naissant qui allait devenir l'enjeu dominant dans la région pendant près de deux décennies. Pourtant, à l'époque, le seul obstacle perçu par Hanoï contre ses objectifs à long n'était pas les Khmers Rouges, mais les États-Unis.

**LE DÉSACCORD ENTRE LES KHMERS ROUGES ET LA CHINE ET LE NORD-VIETNAM À PROPOS DE SIHANOUK**

Entre avril 1970 et mars 1972, les forces communistes vietnamiennes et cambodgiennes, après avoir pris le contrôle d'une région, ont mis en place une administration politique contrôlée par le Front uni national du Kampuchéa (FUNK) et relevant ouvertement du Gouvernement royal d'union nationale du Kampuchéa (GRUNK) du Prince Sihanouk, en exil à Pékin. La propagande du FUNK a d'abord exploité l'autorité de Sihanouk dans ses appels au recrutement pour l'insurrection. Un tract rédigé en khmer et distribué à la mi-1970 en constitue un exemple :

Original EN: 01001657-01001985

16

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

**ERN: 01001721-01001722 (Chapter 2, *The Public Rise and Secret Fall of Militant Solidarity*)**

Deuxièmement, cela démontre le manque de maturité politique des Khmers rouges. Dans leur désir de minimiser l'apparence même d'un rôle politique pour Sihanouk, les Khmers rouges manifestaient leur impatience à l'égard des tactiques de « front uni » de manière générale. Ils affichaient ce que Lénine appelait une approche de « gauche infantile » à la recherche du pouvoir, c'est-à-dire qu'ils refusaient de compromettre toute valeur politique, même temporairement, comme tactique pour atteindre le pouvoir.

**LES INSTRUMENTS UTILISÉS PAR HANOÏ POUR CONTRÔLER L'INSURRECTION**

Les communistes vietnamiens ont d'abord utilisé deux instruments pour établir leur contrôle politique sur l'insurrection cambodgienne : les communistes cambodgiens (« Khmers Viet Minh »), formés au Nord-Vietnam depuis 1954, et les comités de liaison créés immédiatement après le coup d'État de Lon Nol. L'existence de ces deux instruments politiques dépendait de la présence au Cambodge des unités militaires du Nord-Vietnam et du Front national de libération du Sud-Vietnam (les « Viet-Congs »). Pourtant, même une protection aussi impressionnante fut insuffisante sur le plan politique compte tenu de la tâche à accomplir.

L'insurrection cambodgienne fut lancée par trois groupes aux tendances politiques distinctes : les Sihanoukistes, les Khmers Viet Minh et les Khmers rouges. Certains des cadres et combattants du FUNK étaient des partisans royalistes du Prince Sihanouk (« Khmers rumdoah »). Mais les Sihanoukistes n'ont jamais eu de pouvoir réel. Le pouvoir politique au sein du FUNK était entre les mains des communistes cambodgiens, mais il ne s'agissait pas des Khmers Viet Minh revenant du Nord-Vietnam. Tous les postes politiques et militaires de haut niveau au sein du FUNK et de ses forces armées étaient occupés par des nationalistes maoïstes qui s'étaient officiellement identifiés comme membres de l'Angkar Padevat (l'Organisation révolutionnaire) – le nom public du PCK –, mais que Sihanouk avait surnommé les Khmers rouges (« Khmers kraham »). Les communistes formés à Hanoï n'ont jamais obtenu de postes importants au sein de l'Organisation révolutionnaire cambodgienne en soi, mais en 1970 et 1971, dans certaines zones sous contrôle militaire vietnamien, ils occupaient des postes de pouvoir au niveau des villages et des « tambon » (secteurs)<sup>24</sup>. Il a été établi qu'à leur retour au Cambodge, les cadres militaires des Khmers Viet Minh ont obtenu des postes de rang inférieur au sein des forces armées de l'insurrection cambodgienne, ils avaient donc, dans la plupart des cas, été rétrogradés par rapport à leur rang au Nord-Vietnam<sup>25</sup>. Finalement, ils seront liquidés, de même que les cadres politiques, par les forces de sécurité de Pol Pot. Ainsi, dès le début, Pol Pot et son cercle avaient conservé des structures politiques et

Original EN: 01001657-01001985

17

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

militaires indépendantes des Vietnamiens. La stratégie du « cheval de Troie » mise en place par Hanoï en vue de contrôler la révolution communiste cambodgienne avait été contrée.

Immédiatement après le renversement de Sihanouk, les communistes vietnamiens ont formé des comités de liaison pour gérer les relations entre les troupes nord-vietnamiennes et les Viet-Congs d'une part, et les communistes khmers d'autre part. Les comités de liaison avaient deux tâches principales, toutes deux secrètes. La première était d'informer les communistes khmers des politiques du Parti communiste vietnamien, en particulier de la manière dont les Vietnamiens pensaient qu'il fallait entreprendre la lutte contre les États-Unis. La seconde consistait à aider les Khmers en leur fournissant des experts militaires, économiques, médicaux et en matière de sécurité. Une tâche secondaire *manifeste* des comités était de résoudre les conflits entre les troupes communistes khmères et vietnamiennes<sup>26</sup>. Ces comités de liaison ont par ailleurs été désignés par un transfuge communiste vietnamien sous le nom de « comités consultatifs »<sup>27</sup>.

Les comités de liaison étaient organisés selon un système vertical, en commençant par un comité central de liaison, suivi par des comités régionaux et, en bas de l'échelle, des comités de zone. Cette hiérarchie fut structurée en parallèle de l'organisation des communistes khmers<sup>28</sup>, mais les comités de liaison ne sont intervenus que pendant que des troupes communistes vietnamiennes soutenaient directement l'insurrection cambodgienne, c'est-à-dire jusqu'en 1973.

## LES PREMIERS AFFRONTEMENTS ENTRE LES TROUPES COMMUNISTES VIETNAMIENNES ET CAMBODGIENNES

Pendant les deux années qui ont suivi le coup d'État de Lon Nol, malgré les efforts prudents de Hanoï pour guider l'insurrection cambodgienne, alors que les forces de guérilla cambodgiennes s'accroissaient rapidement, il y eut de fréquents affrontements entre les communistes vietnamiens et les Khmers rouges<sup>29</sup>. Effectivement, les chefs du Parti communiste du Kampuchéa (PCK) avaient conclu que le Vietnam n'était pas un allié fiable bien avant 1970. Lorsque le PCK avait décidé de lancer un soulèvement armé contre le gouvernement de Sihanouk en 1968, les communistes vietnamiens avaient refusé de soutenir cette action<sup>30</sup>. Le coup d'État de Lon Nol de 1970 a changé les objectifs politiques de Hanoï au Cambodge, de sorte que les communistes vietnamiens et cambodgiens avaient désormais un ennemi commun. Pourtant, le désir flagrant de Hanoï de contrôler l'insurrection cambodgienne a retourné les dirigeants du PCK contre les communistes vietnamiens. Lors d'un congrès du Parti organisé en septembre 1971, les dirigeants du PCK ont décidé que le Vietnam était l'« ennemi critique » à long terme du Kampuchéa<sup>31</sup>. La décision fut prise d'essayer d'expulser l'ensemble des troupes et des cadres communistes vietnamiens. En examinant la rationalité de cette décision du PCK, il convient de signaler qu'au moment où elle fut prise, les forces gouvernementales cambodgiennes étaient encore plus nombreuses que les troupes

Original EN: 01001657-01001985

18

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

communistes au Cambodge, et les trois quarts de ces troupes communistes étaient en fait vietnamiennes<sup>32</sup>.

**ERN: 01001732-01001733** (*Chapter 2, The Public Rise and Secret Fall of Militant Solidarity*)

Les relations étaient extrêmement tendues, malgré toutes ces déclarations faisant référence au soutien « d'un peuple à un autre », et non d'un parti à un autre, mais elles étaient encore loin du point de rupture. Les dirigeants khmers rouges, dans leurs moments plus rationnels, ont reconnu la nécessité de maintenir une certaine relation avec Hanoï s'ils voulaient parvenir à leurs fins. Les communistes vietnamiens avaient adopté une position plus complexe. Ils ne voulaient pas d'une victoire décisive des Khmers rouges, mais ils ne pouvaient pas se permettre la consolidation du gouvernement cambodgien pro-américain de Lon Nol. Pour les dirigeants de Hanoï, l'issue optimale était la poursuite de la guerre civile cambodgienne, ce qui explique pourquoi ils ont continué d'alimenter les Khmers rouges par intermittence. Ils attendaient qu'une victoire nord-vietnamienne au Sud-Vietnam leur permette de porter toute leur attention sur le Cambodge.

Pourtant, ils allaient être déçus. Malgré leur position ascendante, ils ne pouvaient pas micro-gérer le cours de l'histoire dans toute l'Indochine. La conquête de Phnom Penh par les Khmers rouges le 17 avril a précédé de deux semaines la conquête de Saïgon par le Nord-Vietnam. L'autorité des Khmers Rouges dans tout le Cambodge était devenue un fait accompli, et ce, sans intervention militaire directe et massive des communistes vietnamiens.

## LE SORT DE LA FÉDÉRATION INDOCHINOISE

Comme nous l'avons vu précédemment, le concept d'une fédération indochinoise formulé par le Komintern en 1930, au moment de la fondation du PCI, a donné une apparence de légitimité marxiste-léniniste aux ambitions impérialistes vietnamiennes en Indochine. L'idée de créer une fédération fut reprise par les dirigeants communistes vietnamiens pendant la guerre du Viet Minh contre les Français. Cependant, en 1970, les dirigeants de Hanoï, bien que toujours en faveur d'une fédération en principe, étaient devenus beaucoup plus réticents à proposer publiquement une telle formation politique. En 1975, ils avaient entrepris une retraite tactique, qui s'explique par deux raisons.

La première raison était les relations de Hanoï avec Beijing. En effet, le voisin imposant et « parrain » du Vietnam a toujours revendiqué un rôle dans la détermination de l'avenir de l'Indochine. Le soutien matériel et idéologique de Beijing à l'insurrection des Khmers rouges, ainsi qu'au Prince Sihanouk – figure de proue de l'insurrection –, a confirmé l'engagement de la Chine en faveur de l'indépendance du Cambodge. C'est pourquoi, comme l'a souligné l'ambassade soviétique à Hanoï en 1971, les camarades vietnamiens n'étaient « pas pressés » d'organiser les forces de libération de ses voisins dans le cadre d'un front uni de lutte. Au lieu de cela, les Vietnamiens se sont dits satisfaits d'avoir des relations avec « les amis cambodgiens et laotiens »

Original EN: 01001657-01001985

20

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

sur une base bilatérale, ainsi que de « la position dominante qu'ils ont réussi à occuper dans le mouvement de libération indochinois » [traductions non officielles]<sup>67</sup>.

Les « faits sur le terrain » étaient la deuxième raison pour laquelle, en 1975, les dirigeants de Hanoï furent contraints de reporter la création d'une fédération indochinoise. Hanoï a toujours compris que sa capacité de mettre en œuvre une telle initiative dépendait de son contrôle de la situation politique et militaire dans chaque pays concerné. Les purges des Khmers Viet Minh par Pol Pot au début des années 1970 avaient réduit les chances de Hanoï de diriger la révolution cambodgienne de l'intérieur. La conquête du Cambodge par les Khmers rouges deux semaines avant la conquête du Sud-Vietnam par Hanoï avait empêché au Nord-Vietnam de reprendre le contrôle politique de son voisin au moyen d'une intervention militaire « fraternelle », dont l'objectif prétendu était de contribuer à la « libération » du Cambodge.

Toutefois, cela ne signifiait pas que Hanoï avait complètement abandonné son désir de créer une fédération indochinoise. En février 1973, l'ambassadeur soviétique au Nord-Vietnam a défini ce qu'il croyait être les objectifs de Hanoï :

Le programme des camarades vietnamiens pour l'Indochine est de remplacer les régimes réactionnaires de Saïgon, Vientiane et Phnom Penh par des régimes progressistes et, plus tard, lorsque tout le Vietnam, mais aussi le Laos et le Cambodge seront sur la voie du socialisme, de procéder à la création d'une Fédération de pays indochinois. Ce projet du PTV [Parti des travailleurs du Vietnam] découle du programme de l'ancien Parti communiste d'Indochine [traduction non officielle]<sup>68</sup>.

En 1975, Hanoï espérait toujours une résurgence d'éléments pro-vietnamiens au sein de la direction du parti cambodgien pour restaurer son influence, mais, comme nous le verrons, ses espoirs ont tôt fait de s'envoler.

## CONCLUSIONS

Le résultat final de la guerre de 1970 à 1975 au Cambodge, c'est-à-dire la victoire des Khmers rouges, n'était en somme pas le choix privilégié d'aucun des acteurs y ayant participé, à l'exception des Khmers rouges et, éventuellement, de la faction radicale (le soi-disant « Gang des quatre »), montée temporairement en puissance auprès des dirigeants de Beijing, de septembre 1973 jusqu'à la mort de Mao en septembre 1976.

**ERN : 01001736-01001736 (Chapter 3, *The Foreign Policy of Democratic Kampuchea*)****CHAPITRE TROIS****La politique étrangère du Kampuchéa démocratique, 1975-1978**

Afin de comprendre pleinement l'évolution des relations vietnamiennes après 1975, et en particulier la décision du Vietnam d'envahir le Cambodge, il faut d'abord examiner le plus vaste modèle de la politique étrangère des Khmers rouges.

Dès sa création en 1975, le régime communiste cambodgien, qui s'appelait officiellement le Kampuchéa démocratique, est parti du principe que l'État vietnamien communiste était son principal ennemi. Compte tenu de cette prise de position, dont nous examinerons les causes et les conséquences dans le chapitre suivant, il aurait semblé logique que le régime des Khmers rouges suive le modèle de gouvernance réaliste et traditionnel du Cambodge et essaie d'assurer sa propre survie en cherchant à obtenir le soutien de son autre puissant voisin de l'ouest, à savoir la Thaïlande (qui se méfiait aussi du Vietnam depuis toujours). Mais les Khmers rouges n'ont même pas tenté de se tourner vers la Thaïlande pour obtenir une quelconque aide. Bien au contraire, tout en affrontant le Vietnam à l'est, le régime des Khmers rouges a lancé des attaques armées contre la Thaïlande à l'ouest.

Pourtant, la politique étrangère du KD ne fut pas entièrement conflictuelle entre 1975 et 1978, et le pays a même connu des relations diplomatiques normales pendant cette période. Toutefois, certains éléments inhabituels de cette politique étrangère ne s'expliquent qu'à la lumière de la culture politique révolutionnaire des Khmers rouges.

**CULTURE POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE ET POLITIQUES DES KHMERS ROUGES**

Immédiatement après leur prise de pouvoir en avril 1975, les Khmers rouges ont commencé la révolution la plus radicale et violente de l'histoire radicale et violente des États communistes. Ils ont immédiatement évacué la totalité des villes et villages du Cambodge. Les habitants ont été contraints de partir à pied dans les campagnes, sous la menace d'armes à feu, pour commencer une nouvelle vie d'esclaves-paysans sous-alimentés. En parallèle, les Khmers rouges ont rassemblé toutes les personnes qu'ils ont pu identifier comme soldats et fonctionnaires du gouvernement de l'ancien régime et les ont exécutés en masse. Dans le cas des anciens officiers militaires, tous les membres de leur famille, y compris des enfants et des bébés, furent également exécutés.

**ERN: 01001739-01001739 (Chapter 3, The Foreign Policy of Democratic Kampuchea)**

Puis, le 27 septembre 1977, le régime a soudainement annoncé que l'Angkar Padevat (Organisation révolutionnaire) au pouvoir était en fait le Parti communiste du Kampuchéa (PCK)<sup>12</sup>. Cette annonce, qui fut immédiatement suivie des premières visites publiques officielles de Pol Pot en Chine et en Corée du Nord, démontre que les dirigeants communistes cambodgiens avaient acquis une nouvelle confiance en eux, et elle a précédé leur alignement public avec de puissants alliés d'Asie.

Dans les documents internes du parti, les communistes cambodgiens semblaient parfois confiants dans leur emprise du pouvoir. Un certain degré de confiance résultait du fait que le parti avait exécuté ou emprisonné pratiquement tous les anciens dirigeants de la société pré-communiste cambodgienne, et qu'il maintenait donc une emprise terroriste sur le peuple cambodgien<sup>13</sup>. Pourtant, malgré ces signes de confiance manifestes, les Khmers rouges ont révélé deux peurs persistantes et étroitement liées.

La première crainte concernait les voisins de l'ouest et de l'est, la Thaïlande et le Vietnam. Dans un document daté d'août 1976, Pol Pot affirme que ces voisins attaquent et tourmentent le Cambodge. C'est la raison expliquant l'urgence de leur révolution socialiste laquelle, selon Pol Pot, rendrait le Cambodge plus fort.

Pourquoi devons-nous agir si rapidement? Parce que les ennemis nous attaquent et nous tourmentent. De l'est et de l'ouest, ils persistent à nous marteler et à nous inquiéter ; c'est leur stratégie... Si nous sommes lents et faibles, les gens méprisables de l'ouest nous maltraiteront aussi. Si, par contre, nous sommes forts et courageux pendant un, deux, trois ou quatre ans, les gens méprisables à l'est et les gens méprisables à l'ouest seront incapables de nous faire quoi que ce soit [traduction non officielle]<sup>14</sup>.

On remarque ici le raisonnement politique de Pol Pot, selon lequel l'édification rapide du socialisme, laquelle avait déjà impliqué le massacre de centaines de milliers de personnes, la destruction de leur culture et de leurs institutions traditionnelles ainsi que la création d'une catégorie de citoyens de seconde classe à partir du « peuple nouveau », rendrait le Cambodge plus fort sur son territoire et mieux à même de faire face à ses ennemis extérieurs. Ce raisonnement laisse entendre que le dirigeant était complètement déconnecté de la réalité, le produit manifeste d'une personnalité paranoïaque et d'hypothèses idéologiques erronées.

De surcroît, Pol Pot affirmait que les Vietnamiens et les Thaïlandais attaquaient et tourmentaient activement les Cambodgiens. Pourtant, si les Thaïlandais et les Vietnamiens étaient effectivement hostiles au régime du Kampuchéa démocratique, peu de preuves indépendantes

étaient l'accusation selon laquelle ils attaquaient effectivement le Cambodge. Compte tenu de ce fait et de l'absence de détails fournis par Pol Pot, on peut en conclure que cette affirmation relève presque certainement du délire.

Original EN: 01001657-01001985

24

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

**ERN: 01001745-01001747 (Chapter 3, The Foreign Policy of Democratic Kampuchea)****L'ÉTABLISSEMENT D'UN DEUXIÈME FRONT : LE KAMPUCHÉA DÉMOCRATIQUE ET LA THAÏLANDE**

Compte tenu des préoccupations exprimées par Pol Pot à l'égard de la menace du Vietnam, il est difficile de comprendre le comportement des Khmers rouges envers leur autre voisin important, la Thaïlande. Effectivement, on constate qu'en 1977, des soldats khmers rouges lancèrent de nombreuses attaques sur des villages thaïlandais de l'autre côté de la frontière.

À la fin janvier, deux cents soldats khmers rouges ont attaqué quatre villages thaïlandais, tuant vingt-neuf civils et un policier, tous Thaïlandais<sup>47</sup>. Les Khmers rouges ont par la suite reconnu avoir commis ces atrocités, mais se sont justifiés en affirmant que les villages faisaient partie du territoire cambodgien et non thaïlandais<sup>48</sup>. Aux mois de février et avril, les Khmers rouges ont de nouveau attaqué des villages thaïlandais dans les provinces frontalières<sup>49</sup>. En juin, cinq soldats de la Marine thaïlandaise furent tués et plusieurs autres blessés à la suite d'une embuscade des Khmers rouges<sup>50</sup>. En juillet, trois cents soldats khmers rouges ont livré une lutte acharnée contre les forces thaïlandaises, tuant dix-sept d'entre eux. L'affrontement impliquait des chars, des véhicules blindés, ainsi que des frappes aériennes par les Thaïlandais<sup>51</sup>. Début août, deux cents soldats khmers rouges ont traversé la frontière thaïlandaise pour attaquer trois hameaux, tuant trente et un civils<sup>52</sup>. À la suite de ces attaques, le premier ministre thaïlandais a averti que la Thaïlande prendrait des mesures militaires contre le Cambodge si les attaques des Khmers rouges se poursuivaient<sup>53</sup>. En octobre, les Khmers rouges ont attaqué trois villages du district d'Aranyaprathet<sup>54</sup>. Puis, le 2 novembre, les forces khmères rouges ont lancé des attaques simultanées contre plus de dix villages thaïlandais sur une zone de quarante milles (64,37 km), le long de la frontière<sup>55</sup>.

Ces attaques non provoquées contre des villages thaïlandais n'avaient aucune raison d'être, surtout compte tenu des problèmes du régime de Phnom Penh avec son voisin de l'est et son désir manifeste d'établir des relations économiques avec le monde extérieur et d'obtenir un soutien diplomatique. Certains dirigeants thaïlandais ont affirmé à l'époque que les hauts dirigeants du KD n'étaient pas à l'origine de ces attaques, croyant qu'il s'agissait plutôt de soldats khmers rouges de la région agissant à l'insu de l'autorité centrale de Phnom Penh<sup>56</sup>. La radio de Phnom Penh a déclaré que les Thaïlandais étaient à l'origine des attaques et a appelé à des pourparlers pour résoudre le différend<sup>57</sup>. Toutefois, le 15 décembre, plus de deux cents soldats khmers rouges, soutenus par des insurgés thaïlandais, ont attaqué deux villages frontaliers thaïlandais, tuant seize personnes<sup>58</sup>. Le gouvernement thaïlandais a décidé de ne pas protester car, comme l'a dit Uppadit, le Ministre thaïlandais des affaires étrangères, il souhaitait « instaurer un climat favorable » et ne pas interférer dans le processus d'établissement de relations diplomatiques normales avec le Cambodge<sup>59</sup>. Malgré

Original EN: 01001657-01001985

25

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

les tentatives d'apaisement du gouvernement thaïlandais, le lendemain, les troupes khmères rouges ont lancé quatre attaques apparemment coordonnées contre des villages et avant-postes frontaliers thaïlandais<sup>60</sup>.

## LE DÉVELOPPEMENT DE RELATIONS EN ASIE DU SUD-EST

Malgré leur conflit non résolu avec la Thaïlande, les Khmers rouges ont poursuivi leurs ambitions diplomatiques auprès d'autres pays d'Asie du Sud-Est. Fin novembre 1977, le gouvernement du KD a accueilli une visite de trois jours du président birman Ne Win, soit la toute première visite d'un chef d'État étranger au Kampuchéa démocratique<sup>61</sup>.

Le 3 décembre, Chen Yonggui, membre du Politburo chinois, est arrivé à Phnom Penh à la tête d'une délégation composée de deux assistants du Service de liaison internationale du Comité central et d'un adjoint du ministère des Affaires étrangères<sup>62</sup>. Les visiteurs chinois ont été emmenés dans les campagnes, mais la nature de la délégation (un membre du Politburo et trois spécialistes en politique étrangère, sans compter l'absence d'experts en agriculture ou en économie) donne à penser que le but probable de cette visite était de discuter des relations précaires entre le Kampuchéa démocratique et ses voisins immédiats.

Le 6 décembre, avant le départ de la délégation chinoise, une délégation du gouvernement malais, conduite par Rithaudeen, le Ministre des affaires étrangères, est arrivée au Cambodge. Malgré les difficultés rencontrées par la Thaïlande, son voisin et membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Malaisie a offert une aide au développement au Kampuchéa démocratique<sup>63</sup>. La Malaisie a également annoncé que le gouvernement cambodgien avait exprimé le désir de développer ses relations économiques et commerciales avec la Malaisie<sup>64</sup>.

Le gouvernement du KD n'était pas isolé dans la région asiatique puisqu'il pouvait compter sur le soutien enthousiaste de la Chine et de la Corée du Nord, et qu'il avait des relations amicales avec la Birmanie et la Malaisie, ainsi que des relations commerciales avec le Japon et Hong Kong. Pourtant, ses troupes ont continué d'attaquer la Thaïlande voisine, dont les dirigeants souhaitaient clairement établir des liens d'amitié avec le Cambodge.

## L'ÉNIGME DE L'INCESSANT CONFLIT ENTRE LE KAMPUCHÉA DÉMOCRATIQUE ET LA THAÏLANDE

À la fin décembre 1977, Jean-Christophe Oberg, l'ambassadeur de Suède en Thaïlande, a fait une visite de deux jours au Cambodge que la presse thaïlandaise a perçu comme une tentative

Original EN: 01001657-01001985

26

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

de médiation entre la Thaïlande et le Cambodge<sup>65</sup>. À la mi-janvier 1978, le Kampuchéa démocratique avait rompu les relations diplomatiques avec la République socialiste du Vietnam (RSV) et s'était engagé dans un conflit militaire croissant avec le Vietnam à sa frontière orientale. Le *New York Times* a rapporté que la Thaïlande avait fait d'« importants progrès » en essayant d'amener les dirigeants cambodgiens à la table des négociations<sup>66</sup>. Pourtant, les attaques des Khmers rouges contre les villages frontaliers et les avant-postes militaires thaïlandais n'ont pas cessé pour autant<sup>67</sup>. Le 20 janvier 1978, l'armée thaïlandaise a révélé publiquement ce qui se savait déjà depuis un certain temps, à savoir que les Khmers rouges soutenaient les guérilleros communistes thaïlandais en leur donnant une formation et des armes, les accompagnant même dans leurs attaques contre les avant-postes militaires thaïlandais<sup>68</sup>.

Néanmoins, ces révélations n'ont pas découragé les dirigeants thaïlandais à Bangkok. Fin janvier, Uppadit Pachariyangkun, le Ministre thaïlandais des affaires étrangères, a effectué une visite de quatre jours à Phnom Penh. Lors d'un banquet, il a attribué les attaques cambodgiennes à un « tiers »<sup>69</sup>. À son retour à Bangkok, Uppadit a annoncé que la Thaïlande et le Cambodge avaient convenu de rétablir des relations amicales et d'échanger des ambassadeurs dès que possible. Il a également déclaré que les deux pays avaient convenu d'une reprise immédiate de leurs relations économiques et commerciales<sup>70</sup>.

Quatre jours à peine s'écoulèrent avant qu'une autre attaque des Khmers rouges contre une station de police de la frontière thaïlandaise ne soit signalée. Une fois de plus, des villages de civils de la région furent incendiés<sup>71</sup>. Trois jours plus tard, le 9 février, une force combinée de trois cents soldats communistes khmers et de guérilleros communistes thaïlandais attaqua le village de Paet Um dans le district de Nam Yun, se retirant ensuite au Cambodge avec plusieurs centaines de villageois thaïlandais enlevés. Une deuxième attaque contre le même village eut lieu le 12 février. Au cours de la même période, des attaques cambodgiennes contre des soldats thaïlandais furent signalées dans deux autres provinces frontalières<sup>72</sup>. Le 15 février, des troupes armées du KD enlevèrent cinquante villageois thaïlandais dans la province de Buriram et les ramenèrent au Cambodge<sup>73</sup>. Le Ministre thaïlandais des affaires étrangères déclara qu'il ne comprenait pas le motif de l'attaque, compte tenu des accords conclus avec le Ministre des affaires étrangères du KD pour mettre fin à ces escarmouches<sup>74</sup>. Le 17 février, Uppadit envoya une lettre officielle à Ieng Sary l'exhortant de mettre fin à ces incidents frontaliers<sup>75</sup>. Trois jours plus tard, une bande de seize Khmers rouges et guérilleros thaïlandais firent une descente dans un autre village thaïlandais, enlevant six villageois, dont cinq qui parvinrent à s'enfuir<sup>76</sup>. Le 24 février, le gouvernement du KD répondit à la lettre de la Thaïlande, accusant les « forces du côté thaïlandais » d'être à l'origine des incidents<sup>77</sup>.

**ERN: 01001749-01001750 (Chapter 3, The Foreign Policy of Democratic Kampuchea)**

Une conclusion semble inéluctable : au même moment où il s'engageait à affronter son puissant voisin à l'est, le gouvernement du Kampuchéa démocratique participait également à lancer une insurrection contre son voisin occidental.

Il faut se rappeler les documents internes du Parti communiste du Kampuchéa, dans lesquels Pol Pot a déclaré à son entourage en août 1976 : « les ennemis nous attaquent et nous tourmentent »<sup>86</sup>. Ces ennemis étaient, selon ses dires, à la fois à l'est (Vietnam) et à l'ouest (Thaïlande). Il prétendait que ces ennemis persistaient à « [les] marteler et à [les] inquiéter » [traductions non officielles]. Pourtant, cette affirmation n'est appuyée par aucune preuve indépendante. De plus, nous avons vu que pendant et après les attaques cambodgiennes contre la Thaïlande en 1977 et 1978, les dirigeants thaïlandais faisaient des pieds et des mains pour apaiser les Khmers rouges. Ainsi, cette déclaration exprime presque certainement un fantasme paranoïaque de la part de Pol Pot. Son délire paranoïaque sur les Thaïs pourrait expliquer les attaques des Khmers rouges contre son voisin.

C'est finalement l'intervention de la Chine qui a partiellement tempéré la politique de Khmers rouges. La Thaïlande suppliait les dirigeants cambodgiens de négocier leurs différends, mais leurs demandes étaient restées sans réponse jusqu'à l'intervention de la Chine à la mi-juin 1978. Cette intervention a déclenché une série d'événements, culminant avec l'arrivée de Ieng Sary en Thaïlande le 14 juillet 1978<sup>87</sup>.

La visite de Ieng Sary, le Ministre des affaires étrangères du Kampuchéa démocratique, en Thaïlande n'a pas donné lieu à un communiqué conjoint. Violant l'étiquette, Ieng Sary s'est plutôt servi de la conférence de presse à la fin de sa visite comme plateforme pour dénoncer le Vietnam avec virulence. Il a ainsi mis ses hôtes dans l'embarras, car la Thaïlande avait déjà échangé ses ambassadeurs avec le Vietnam et tentait d'établir des relations normales avec ce pays<sup>88</sup>.

Néanmoins, la visite de Ieng Sary laissait présager une amélioration des relations entre le Kampuchéa démocratique et la Thaïlande. D'ailleurs, il n'y eut que de petits accrochages entre les soldats thaïlandais et les Khmers rouges aux mois de juillet et août 1978.

Le 14 septembre 1978, Ieng Sary informa le ministère thaïlandais des Affaires étrangères que son pays était prêt à désigner un ambassadeur à Bangkok<sup>89</sup>. Deux jours plus tard, des fonctionnaires du ministère thaïlandais des Affaires étrangères arrivèrent à Phnom Penh pour préparer l'ouverture de l'ambassade du Royaume de Thaïlande<sup>90</sup>. Ils furent accueillis amicalement par Ieng Sary<sup>91</sup>. Le conflit mineur entre les deux pays semblait alors enfin terminé.

## LE KD COURTISE L'ASEAN

Original EN: 01001657-01001985

28

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

Dans la foulée d'un accord de paix tacite avec la Thaïlande, le Kampuchéa démocratique a lancé une offensive diplomatique dans la région de l'Asie du Sud-Est, motivé par la nécessité de faire concurrence à une stratégie similaire déjà lancée par les Vietnamiens. Les deux dirigeants communistes de la péninsule indochinoise considéraient le soutien diplomatique de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) comme un facteur important, étant donné l'imminence d'une conflagration. Le 6 août 1978, la radio de Phnom Penh a annoncé que le gouvernement du Kampuchéa démocratique et le gouvernement de la République d'Indonésie avaient convenu d'établir des relations diplomatiques et d'échange des ambassadeurs à partir du 7 août<sup>92</sup>. Cette reconnaissance tardive (deux ans après que le KD avait établi des relations avec tous les autres membres de l'ASEAN) signifiait que les dirigeants khmers rouges avaient maintenant établi des relations avec le gouvernement le plus anti-chinois d'Asie, qui par ailleurs luttait contre une guérilla au Timor oriental, autrefois soutenue par le KD.

Le 17 octobre, Ieng Sary est arrivé aux Philippines ; il s'agissait de la première étape d'une visite diplomatique dans trois pays. La visite de trois jours du dirigeant khmer rouge, qui a suivi de près celle du Premier ministre vietnamien Pham Van Dong, s'est déroulée sur le sol de l'État le plus pro-américain de l'Asie du Sud-Est – le seul accueillant encore des bases militaires américaines. Il s'agissait aussi d'un État dont le gouvernement combattait les guérilleros maoïstes de la Nouvelle armée du peuple, un mouvement que les Khmers rouges devaient sûrement considérer comme fraternel. Toutefois, une raison évidente motivait ces compromis idéologiques. Lors d'une conférence de presse, Sary a déclaré que sa visite sur place et dans d'autres pays de l'ASEAN pourrait être considérée comme un succès si elle suscitait de la sympathie et un soutien moral pour son pays, lequel risquait d'être « avalé par le Vietnam »<sup>93</sup>.

Depuis les Philippines, le dirigeant khmer rouge s'est rendu à Jakarta, où il a rencontré de hauts responsables indonésiens, dont le président Suharto<sup>94</sup>. L'Indonésie n'a pas exprimé ses opinions de manière publique, mais le fait qu'elle reçoive un fonctionnaire du Kampuchéa démocratique constituait en soi une percée diplomatique pour les Khmers rouges. Cela représentait aussi un changement radical dans la conception de la politique étrangère des Khmers Rouges – le passage d'une idéologie xénophobe à une diplomatie plus conventionnelle et fondée sur des relations normales d'État à État. Ce changement de conception reflétait probablement les enseignements de la République populaire de Chine. Toutefois, il faut garder à l'esprit que ces enseignements avaient été dispensés à des esprits « merveilleusement concentrés par la menace d'une pendaison », pour paraphraser Samuel Johnson<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> NDR : Écrivain britannique du XVIII<sup>ème</sup> siècle qui condamnait l'esclavage.

Original EN: 01001657-01001985

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

**ERN : 01001759-01001761 (Chapter 3, The Foreign Policy of Democratic Kampuchea)**

Le ressentiment éprouvé par la plupart des Cambodgiens face à cette humiliation, combiné à l'esprit de triomphalisme qui prévalait chez les Khmers rouges, a nourri l'ambition de récupérer de force les territoires perdus. Sihanouk a rapporté qu'en 1975, les Khmers rouges lui avaient confié qu'ils voulaient « récupérer le Kampuchéa krom » [traduction non officielle]<sup>8</sup>. Pourtant, une telle ambition aurait dû être modérée par les limites imposées par leurs moyens militaires.

Au moment de sa victoire en avril 1975, l'armée des Khmers rouges comptait 230 bataillons, pour la plupart en sous-effectifs, les unités principales de ses forces étant estimées à entre 55 000 et 60 000 hommes<sup>9</sup>. L'armée nord-vietnamienne comptait 685 000 hommes, soutenue par une marine de 3 000 hommes et une armée de l'air de 12 000 hommes ainsi que 268 avions de combat, y compris un escadron de bombardiers légers et six escadrons de chasseurs-bombardiers<sup>10</sup>.

Néanmoins, au début du mois de mai, les Khmers rouges ont attaqué et se sont emparés d'îles sous contrôle vietnamien dans le Golfe de Thaïlande, des îles que les Français avaient réaffectées à leur ancienne colonie vietnamienne et dont avait hérité le Sud-Vietnam. Les communistes vietnamiens, bien que surpris, répondirent de manière décisive. Les Khmers rouges reprirent donc ces îles par la force à la fin mai, faisant 300 prisonniers. Début juin, les Vietnamiens ripostèrent en attaquant et occupant l'île cambodgienne de Puolo Wai<sup>11</sup>. Ces actions semblent avoir freiné l'enthousiasme des Khmers rouges pendant un certain temps, puisqu'ils cessèrent de provoquer militairement les Vietnamiens.

Selon les Vietnamiens, le 2 juin 1975, Pol Pot reçut Nguyen Van Linh, représentant du Parti des travailleurs du Vietnam (le nom du PCV à l'époque). Pol Pot aurait dit à Linh que les combats étaient dus au fait que les troupes khmères « ignoraient tout de la géographie de la région »<sup>12</sup>. En juin 1975, Pol Pot, Nuon Chea et Ieng Sary menèrent une délégation secrète du PCK à Hanoï pour entamer des négociations<sup>13</sup>. En juillet 1975, une délégation vietnamienne de haut rang, menée par Le Duan, le premier secrétaire du Parti communiste, fit une visite dite « amicale » au Cambodge. On croit que le but réel de cette visite, qui ne fut pas révélé à l'époque, était de régler le différend frontalier et territorial entre les deux pays. L'île cambodgienne occupée par le Vietnam fut finalement rendue au mois d'août<sup>14</sup>.

Dans la sphère publique, les communistes vietnamiens ne firent aucune allusion à un quelconque problème. Le *Vietnam Courier*, revue mensuelle officielle de Hanoï, mentionna des pourparlers tenus dans « une atmosphère cordiale d'esprit fraternel », ajoutant que les dirigeants avaient pris des décisions « à l'unanimité complète sur les problèmes abordés ». Mais ce bref article est allé encore plus loin : malgré les différences d'approche à l'« édification socialiste » des deux régimes, le journal vietnamien a loué les Khmers rouges pour avoir dépeuplé les villes et a salué le

nouvel ordre social cambodgien sans la moindre réserve : « Le Cambodge libéré vit dans une atmosphère nouvelle et saine » [traductions non officielles]<sup>15</sup>.

## L'ÉTABLISSEMENT DE RELATIONS OUVERTES ET NORMALES, AOÛT 1975- DÉCEMBRE 1976

Les Vietnamiens avaient conservé une partie de leurs forces militaires sur le sol cambodgien après les victoires communistes conjointes de 1975<sup>16</sup>. Il a fallu un certain effort politique de la part des Chinois pour convaincre les dirigeants de Hanoï que ces troupes devaient être renvoyées au Vietnam. On ne peut que supposer que les Vietnamiens avaient considéré ces forces armées comme un moyen potentiel d'atteindre un futur objectif politique au Cambodge. Pourtant, si la future orientation politique de leur voisin préoccupait les dirigeants de Hanoï, la question d'influencer cette orientation était une considération à long terme, plutôt qu'immédiate.

Tout au long de 1976, les deux pays se sont transmis des salutations publiques lors d'occasions spéciales. Les Vietnamiens ont salué la promulgation d'une nouvelle constitution au Kampuchéa démocratique en janvier 1976. Un éditorial paru dans *Nhan Dan*, le quotidien officiel du parti, affirma que la constitution fut « adoptée à l'unanimité » par le troisième Congrès national des représentants du peuple du Kampuchéa, « à la suite de grands débats démocratiques parmi les masses populaires dans tout le pays ». Ce même article de journal démontre une attitude positive à l'égard des réalisations du Kampuchéa démocratique: « Malgré les nombreuses difficultés rencontrées, la révolution du Kampuchéa continue d'avancer » [traductions non officielles]<sup>17</sup>.

En avril 1976, le premier anniversaire de la victoire des Khmers rouges fut souligné par le Parti communiste vietnamien et les chefs du gouvernement. Le Duan, Ton Duc Thang, Truong Chinh et Pham Van Dong ont envoyé un message félicitant Khieu Samphan, Nuon Chea et Pol Pot pour leurs « élections » respectives à titre de président du Présidium du Kampuchéa démocratique, de président de l'Assemblée des représentants du peuple et de premier ministre du gouvernement. Ce message faisait référence à la « grande victoire de la résistance contre les impérialistes américains et leurs laquais, qui a mené à la libération complète du pays » [traductions non officielles]<sup>18</sup>.

Les médias vietnamiens ont chanté les éloges des « réalisations » des « travailleurs, des paysans et de l'Armée révolutionnaire du Kampuchéa ». Ils ont également dénoncé le bombardement présumé de Siem Reap en février 1976 par des avions américains, répétant ainsi l'allégation infondée des Khmers rouges. Par ailleurs, la radio de Hanoï a porté des accusations contre d'autres pays, en défense des Khmers rouges :

Original EN: 01001657-01001985

31

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

Les impérialistes américains ont aidé et encouragé les navires de guerre réactionnaires thaïlandais dans les zones maritimes du Kampuchéa, enlevant des pêcheurs innocents, incitant un certain nombre de personnes à fuir leur pays pour se rendre en Thaïlande et calomniant le nouveau régime du Kampuchéa [traduction non officielle]<sup>19</sup>.

En juin 1976, à l'occasion du septième anniversaire de la fondation du Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam (GRPRSV), qui était la structure gouvernementale bien distincte mise en place par les communistes vietnamiens au Sud-Vietnam, les dirigeants khmers rouges ont envoyé un message de félicitations, et les dirigeants du GRPRSV y ont répondu chaleureusement<sup>20</sup>. Un mois plus tard, lors de la réunification officielle du Vietnam en République socialiste du Vietnam (RSV), la radio de Phnom Penh a diffusé un commentaire intitulé « La solidarité militante et l'amitié entre les peuples du Kampuchéa démocratique et de la RSV ne cessent de s'épanouir et de se renforcer » [traduction non officielle]<sup>21</sup>.

Diverses délégations officielles du Vietnam se sont rendues au Kampuchéa démocratique en 1976. En juillet, ce dernier a accueilli une délégation de presse vietnamienne. Dans le discours d'adieu diffusé à la radio de Phnom Penh, le chef de la délégation a loué « les réalisations globales du peuple khmer et de la révolution » et a parlé du « peuple khmer héroïque, agissant sous la direction clairvoyante de l'Organisation révolutionnaire ». Le chef de la délégation a ensuite remercié les « camarades dirigeants de la révolution khmère » [traductions non officielle]<sup>22</sup>.

En juillet, un accord fut signé par des représentants des deux gouvernements pour ouvrir une liaison aérienne entre Hanoï et Phnom Penh<sup>23</sup>. Cependant, la première allusion publique aux tensions entre les deux voisins fut faite au cours de ce même mois. Dans une interview réalisée avec le chef d'une délégation de médias vietnamiens (journaux et télévision) en visite au Kampuchéa démocratique, Pol Pot a parlé de l'amitié et de l'unité khméro-vietnamienne, la décrivant comme « une question stratégique et un sentiment sacré... Ce n'est que lorsque cette amitié et cette solidarité seront fortes que la révolution pourra se développer de manière satisfaisante dans nos deux pays ». Il a toutefois reconnu que « des obstacles et des difficultés » pourraient survenir. Néanmoins, il a affirmé que le Kampuchéa démocratique « se camperait fermement sur cette position » [traductions non officielles]<sup>24</sup>.

Le 21 septembre 1976, la liaison aérienne entre Hanoï et Phnom Penh, via Saïgon, fut lancée<sup>25</sup>. Une délégation de femmes khmères s'est rendue au Vietnam en août et septembre 1976. Puis, en décembre 1976, l'Organisation révolutionnaire (le PCK se désignait publiquement ainsi à l'époque), a envoyé des salutations au Parti des travailleurs du Vietnam à l'occasion de son quatrième congrès.

**ERN : 01001763-01001763 (Chapter 3, The Foreign Policy of Democratic Kampuchea)**

À l'occasion de sa rencontre avec l'ambassadeur soviétique le 16 novembre 1976, Le Duan a indiqué que Pol Pot et Ieng Sary auraient « apparemment » été exclus du cercle des dirigeants khmers rouges. Le dirigeant vietnamien était manifestement satisfait de cette situation, puisqu'il les considérait tous deux comme des « pro-chinois menant une politique grossière et sévère », ajoutant que « ce sont des gens malfaisants ». Le Duan a cependant affirmé que Nuon Chea, membre du Comité permanent et du Secrétariat du PCK, qui avait par ailleurs remplacé Pol Pot comme premier ministre du KD en septembre, était d'orientation pro-vietnamienne. Il a ajouté à propos de Nuon Chea : « il est notre homme et mon ami personnel » [traductions non officielles]<sup>27</sup>.

Les deux dirigeants communistes faisaient une grossière erreur en exprimant ces opinions sur Nuon Chea, le numéro deux du régime et adjoint de Pol Pot. Pourtant, cette erreur de jugement n'était pas un caprice du moment. Comme nous le verrons, Le Duan a réitéré cette opinion au cours des deux années suivantes.

Par ailleurs, Le Duan a indiqué qu'il avait confiance que la relation se développerait d'une manière favorable, en dépit des obstacles actuels : « Je peux promettre qu'avec le Kampuchéa, tout sera en ordre. Tôt ou tard, il se ralliera au Vietnam ; les Khmers n'ont pas d'autre issue. Nous savons comment travailler avec eux et quand faire preuve d'esprit de décision ou de souplesse »<sup>28</sup>. Le Duan a déclaré que dans leurs relations avec le Kampuchéa, les dirigeants vietnamiens ont agi en coordination avec les Laotiens. Il a décrit Kaysone Phomvihane, le secrétaire général du Parti populaire révolutionnaire du Laos (PPRL), comme « quelqu'un de très bien », qui soutenait « l'amitié avec le Vietnam et l'Union Soviétique » [traductions non officielles]<sup>29</sup>.

Cependant, les relations de Hanoï avec le Laos n'étaient pas seulement pertinentes en ce qui concernait le Kampuchéa. En évaluant la situation en Thaïlande, Le Duan a fait part de sa déception quant au rôle du Parti communiste de Thaïlande (PCT). Bien qu'il y ait eu un mouvement révolutionnaire en Thaïlande, le PCT n'a pas été en mesure de diriger ce mouvement. Le Duan attribuait cet échec au fait que le PCT était sous l'influence de Beijing, mais il a souligné que le Parti des travailleurs du Vietnam prenait des mesures pour renforcer son influence auprès du PCT. Il pensait que le fait que l'un des membres du Politburo du PCT était vietnamien et que le secrétaire général était à moitié vietnamien aiderait, mais les ambitions des communistes vietnamiens ont été entravées par la distance géographique séparant la Thaïlande du Vietnam. C'est pourquoi les Vietnamiens furent en grande partie contraints d'agir par l'entremise du Laos, par le biais du PPRL. Le recours aux Laotiens comme intermédiaires semblait avantageux étant donné que, selon Le Duan, dix millions de personnes d'origine laotienne vivaient en Thaïlande<sup>30</sup>.

Original EN: 01001657-01001985

33

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

Original EN: 01001657-01001985

34

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

Unrevised translation. A revised version will be provided by ITU upon request.

**ERN : 01001765-01001770 (Chapter 3, The Foreign Policy of Democratic Kampuchea)**

Dans les coulisses, Pol Pot procédait à une autre purge de son parti et de son administration pour éliminer ceux qu'il croyait être des agents soviétiques ou vietnamiens fomentant un coup d'État<sup>32</sup>. S'il y avait effectivement une conspiration interne dirigée de l'étranger, il était logique de considérer toute puissance extérieure responsable comme un ennemi actif. Compte tenu de l'esprit de triomphalisme qui a imprégné la pensée des Khmers rouges après leur victoire de 1975, il était naturel qu'ils envisagent de s'attaquer au problème de la conspiration ennemie non seulement à l'intérieur de leurs frontières, mais aussi d'en débusquer les sources extérieures. Après tout, les dirigeants khmers rouges croyaient, et ont répété publiquement à maintes reprises, qu'en 1975, l'Armée révolutionnaire du Kampuchéa avait à *elle seule* « vaincu les impérialistes américains ». De plus, l'ennemi actuel, soit le Vietnam, était moins fort que les États-Unis.

En avril 1977, à l'occasion du deuxième anniversaire de la « libération » de Phnom Penh, le gouvernement et les médias contrôlés par Hanoï ont félicité et loué le régime du Kampuchéa démocratique. Dans ses gestes publics, le gouvernement vietnamien n'a montré aucun signe de tension ou d'animosité envers son voisin. Le journal *Nhan Dan* a publié un récit élogieux d'une délégation de femmes vietnamiennes rentrant tout juste du Cambodge : « Le peuple khmer s'est lancé avec enthousiasme dans des travaux d'irrigation... les femmes font un bond en avant et se joignent aux hommes pour devenir propriétaires du pays »<sup>33</sup>. De plus, les dirigeants du PCV et de l'État vietnamien ont envoyé un message de félicitations à leurs homologues à l'occasion de l'anniversaire de leur victoire<sup>34</sup>. Mais ce geste de bonne volonté n'a pas obtenu la réaction espérée. Les Khmers rouges ont délibérément choisi le deuxième anniversaire de la conquête communiste vietnamienne du Sud-Vietnam pour faire passer un message sanglant : le 30 avril 1977, ils attaquèrent plusieurs villages et villes des provinces d'An Giang et de Chau Doc, dans le Sud du Vietnam, brûlant des maisons et des centaines de civils<sup>35</sup>. Les dirigeants vietnamiens furent bouleversés par cette attaque non provoquée, ne parvenant pas à comprendre le raisonnement stratégique qui la sous-tendait<sup>36</sup>. Ils ont néanmoins décidé de répondre par des représailles militaires<sup>37</sup>.

Selon le commandant militaire adjoint de la province de Tay Ninh au Vietnam, en avril et mai 1977, les forces des Khmers rouges ont mené des attaques systématiques contre les villages frontaliers vietnamiens, rendant impossible pour les paysans vietnamiens d'y travailler. Les Vietnamiens ont affirmé qu'ils avaient proposé de régler pacifiquement la question de la frontière avec les Khmers rouges, mais que cette proposition fut refusée. Selon les Vietnamiens, les Khmers rouges ont ensuite concentré jusqu'à deux divisions sur la frontière adjacente à Tay Ninh et, à la mi-mai, ont lancé des attaques massives sur le territoire vietnamien<sup>38</sup>.

Original EN: 01001657-01001985

35

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

Il a fallu plusieurs mois pour que des rapports faisant état d'affrontements plus importants entre les armées communistes rivales se rendent en Occident<sup>39</sup>. Fin juin, la radio de Jakarta a rapporté que des affrontements armés avaient eu lieu dans deux provinces vietnamiennes<sup>40</sup>. Fin juillet, la radio de Phnom Penh a commencé à faire allusion aux affrontements frontaliers<sup>41</sup>. Quelques jours plus tard, ce qui allait devenir le leitmotiv des Khmers rouges – soit le danger que le pays soit « avalé » par une force extérieure sans nom – fut entendu pour la première fois à la radio de Phnom Penh<sup>42</sup>.

Fin août 1977, la radio de Phnom Penh a commencé à chanter les éloges de l'Armée révolutionnaire du Kampuchéa dans la région du Nord-Est, en faisant référence à sa « haute vigilance révolutionnaire », notamment démontrée dans sa capacité à défendre avec succès ses frontières. D'autres rapports indiquaient que le Kampuchéa démocratique et le Vietnam se battaient maintenant sur plusieurs fronts le long de leur frontière. Des forces armées régulières envoyées en formations de jusqu'à 4 000 ou 5 000 hommes de part et d'autre y auraient participé<sup>43</sup>. Tout en vantant les sacrifices de l'armée, la radio de Phnom Penh a laissé entendre qu'elle faisait face à un éventail complexe d'ennemis : non seulement les « impérialistes américains, leurs laquais et leur clique de traîtres », mais aussi les « ennemis de tous bords » et des « ennemis, proches ou lointains, grands ou petits » [traductions non officielles]. La diffusion s'est poursuivie :

Notre pays est petit et compte peu d'habitants. La position géographique et le régime politique de notre Kampuchéa démocratique ne nous permettent pas de commettre des agressions contre d'autres pays. Un pays petit et faible ne peut pas avaler un grand pays... Cependant, le peuple khmer et son Armée révolutionnaire sont déterminés à défendre leur indépendance, leur souveraineté et leur intégrité territoriale à l'intérieur de nos frontières actuelles [traduction non officielle]<sup>44</sup>.

Pourtant, lorsque Pol Pot annonça ouvertement l'existence du Parti communiste du Kampuchéa le 27 septembre 1977, le Comité central du Parti communiste vietnamien envoya un message de félicitations, exprimant publiquement sa joie<sup>45</sup>. Il est intéressant de noter que ce message fut envoyé après le massacre de centaines de civils vietnamiens lors des attaques des Khmers rouges menées le 24 septembre. Il vaut la peine d'examiner le contexte entourant la diffusion de ce message étrangement déplacé.

Les commandants vietnamiens de la région en question avaient invité le journaliste hongrois Kandor Dura à témoigner des atrocités commises par les Khmers rouges lors de ces attaques. Il fut emmené dans la province de Tay Ninh, accompagné d'ouvriers du ministère de la Propagande et Agitation du comité de Hô Chi Minh-Ville du PCV et d'une garde armée. À Tay Ninh, Dura a vu des bâtiments en ruines et de nombreux morts et personnes brûlées, principalement des femmes et des enfants. Il fut informé de la situation militaire le long d'une vaste région frontalière, y compris des attaques présumées contre 737 postes frontaliers vietnamiens, de la destruction de plusieurs

villages et des centaines de victimes civiles. Dura fut également témoin de l'évacuation de la population vietnamienne qui eut lieu à cette époque dans la région frontalière<sup>46</sup>.

Le journaliste hongrois fut invité par les autorités vietnamiennes de la région à écrire sur ces événements, en précisant qu'une importante campagne de propagande contre les Khmers rouges était sur le point d'être déployée. Dans ce contexte, les Vietnamiens ont fait référence à la tenue d'une réunion extraordinaire du Politburo du PCV à Hô Chi Minh-Ville le 30 septembre, sous la direction de Le Duan. Nombre des responsables qui rencontrèrent Dura ont ouvertement médité les Chinois, mais d'autres furent plus prudents, indiquant seulement qu'une certaine grande puissance sans nom « s'immiscitait dans leurs affaires intérieures et compliquait extraordinairement la situation » [traduction non officielle]. Un responsable vietnamien de la propagande a même affirmé que le Vietnam avait fait plusieurs prisonniers chinois lors des combats avec les Khmers rouges en avril et mai<sup>47</sup>.

Or, le 1<sup>er</sup> octobre, la situation changea complètement. Les Vietnamiens exigèrent que Dura leur remette tous ses documents (photos, carnets de notes) et lui demandèrent de ne pas parler de ce qu'il avait vu et entendu avec qui que ce soit. On lui indiqua que la question avait été tranchée à Hanoï, dans les plus hautes sphères. Dura répéta immédiatement cette conversation dès son arrivée à l'aéroport Xia Lam de Hanoï<sup>48</sup>. Les dirigeants de Hanoï confisquèrent et dissimulèrent ces preuves jusqu'à la fin 1977, puis ils rendirent ses notes, pellicules et autres documents au journaliste<sup>49</sup>.

Il semblerait que les autorités locales faisaient pression sur les dirigeants de Hanoï pour riposter aux attaques des Khmers rouges, mais, en septembre, ces derniers espéraient toujours que le conflit serait résolu sans déclencher une guerre totale. Ils étaient préoccupés par des problèmes internes et hésitaient à rompre ouvertement avec Phnom Penh, en raison des répercussions probables que cela aurait sur leurs relations avec Beijing<sup>50</sup>.

Lors d'une conversation avec l'ambassadeur soviétique à Hanoï qui eut lieu le 6 octobre 1977, Le Duan s'est efforcé de fournir une explication cohérente pour justifier le comportement des Khmers rouges. Il décrivit la direction du Kampuchéa démocratique comme « profondément nationaliste et sous la forte influence de Beijing ». Toutefois, en caractérisant les dirigeants individuels, le secrétaire du Parti communiste vietnamien déclara que Pol Pot « a toujours été trotskyste », et que Ieng Sary était « un virulent nationaliste pro-chinois ». S'agissant des autres dirigeants du PCK, Le Duan a indiqué qu'il pensait que Nuon Chea et Son Sen avaient « une attitude positive à l'égard du Vietnam ». On disait d'eux qu'ils étaient les seuls responsables de tendance pro-vietnamienne qui avaient survécu à la terreur de Pol Pot, puisque la majorité des travailleurs qualifiés qui s'étaient exprimés en faveur de l'amitié avec la RSV avait été éliminés. Selon Le Duan, Nuon Chea et Son Sen n'avaient survécu qu'en raison de leur « haute autorité dans le pays » [traductions non officielles]<sup>51</sup>.

Original EN: 01001657-01001985

37

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

Après avoir fait mention des massacres de femmes et d'enfants vietnamiens par les Khmers rouges, Le Duan a remarqué que l'armée vietnamienne avait la capacité de mettre rapidement en déroute l'armée du KD. Il ajouta que les dirigeants du KD risquaient d'entraîner la RSV dans un conflit grave dans le but d'enflammer les sentiments nationalistes et anti-vietnamiens au Kampuchéa. La réponse du Vietnam, selon Le Duan, était de faire preuve de patience et de tenter de trouver une solution pacifique à toutes les questions relatives au KD. Le dirigeant vietnamien estimait que sans Pol Pot et Ieng Sary, le KD aurait entretenu de bonnes relations avec le Vietnam<sup>52</sup>.

En octobre, les Vietnamiens ont commencé à essayer de recruter une armée et un front politique parmi les réfugiés cambodgiens dans le sud du Vietnam et à l'étranger. Le but était d'évincer Pol Pot<sup>53</sup>. Les dirigeants de Hanoï semblaient prêts à reprendre leur stratégie des premières phases de la guerre contre l'ancienne République du Sud-Vietnam, c'est-à-dire rassembler une force de guérilla qui serait commandée et soutenue logiquement par les ressources de l'État communiste vietnamien.

En novembre, une délégation de hauts responsables du Parti communiste vietnamien dirigée par Le Duan s'est rendue à Beijing. Le sujet de leurs discussions n'a pas été annoncé. Anticipant peut-être que cette visite serait favorable au Kampuchéa démocratique, la radio de Phnom Penh a fait mention de la visite en termes généraux et amicaux<sup>54</sup>. Mais selon le compte-rendu secret vietnamien, aucune des deux parties n'a soulevé la question du conflit entre le Vietnam et le Cambodge (voir chapitre 7).

Puis, en décembre 1977, les combats frontaliers entre le Vietnam et le Cambodge se sont encore intensifiés. Hanoï a envoyé des avions de combat, de l'artillerie et environ 20 000 hommes mener un assaut important dans la province de Svay Rieng au Cambodge (la province dite du « bec du perroquet »), à seulement 55 milles [88,5 km] de Hô Chi Minh-Ville<sup>55</sup>. Toutefois, les Vietnamiens ont tenté de minimiser l'importance des combats. Apparemment, ils croyaient qu'une démonstration de force amènerait les Cambodgiens à négocier, puisque ceux-ci étaient en position inférieure sur le plan militaire. Au lieu de cela, l'attitude du PCK s'est durcie. Les conditions étaient réunies pour une rupture ouverte entre les gouvernements du Vietnam et du Kampuchéa.

## LE DÉFI LANCÉ PAR LE KAMPUCHÉA DÉMOCRATIQUE AU VIETNAM

Le 3 décembre 1977, le gouvernement du Kampuchéa démocratique a annoncé qu'il rompait « temporairement » ses relations diplomatiques avec la République socialiste du Vietnam, en attendant le retrait des « forces d'agression » de la RSV du « territoire sacré du Kampuchéa démocratique » et la restauration de « l'atmosphère amicale entre les deux pays » [traductions non

Original EN: 01001657-01001985

38

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

officielles]<sup>56</sup>. Au nom du gouvernement du KD, Khieu Samphan a prononcé un discours par lequel il a expliqué que le comportement des Vietnamiens était motivé par deux objectifs : l'objectif immédiat de piller le riz et le bétail des Khmers afin d'aider à résoudre le problème de la faim au Vietnam ; et un second objectif, qui serait la cause fondamentale de l'agression des Vietnamiens, à savoir la volonté de longue date d'intégrer le Cambodge dans une fédération socialiste indochinoise dominée par le Vietnam<sup>57</sup>.

Dans sa première réponse au Kampuchéa, le gouvernement vietnamien a confirmé l'existence d'un différend territorial et frontalier entre les deux pays, cependant il l'a accusé d'avoir eu recours à la force en mai 1975 et d'avoir fait des incursions dans le territoire vietnamien à de nombreuses reprises. La RSV a prétendu qu'elle a tenté à maintes reprises de négocier le différend, mais qu'elle a essuyé des rebuffades répétées<sup>58</sup>. Les dirigeants de Hanoï se sont exprimés publiquement, car ils estimaient sans doute qu'il y avait peu de chances de réconciliation avec leurs anciens alliés.

L'incursion militaire par l'armée vietnamienne dans la région de Svay Rieng fut d'abord interrompue aux portes de la ville de Svay Rieng, après avoir infligé une importante défaite à leurs ennemis<sup>59</sup>. Début janvier 1978, les Vietnamiens se sont retirés du Kampuchéa, ramenant avec eux des milliers de prisonniers ainsi que des réfugiés civils<sup>60</sup>. Avec leurs forces arrivées aux portes de Phnom Penh, les Vietnamiens auraient facilement pu s'emparer de la capitale et occuper tout le pays. Toutefois, comme ils l'expliquèrent par la suite à un journaliste bulgare, cela leur était impossible pour des raisons politiques<sup>61</sup>. Il semblerait que le but de leur offensive était plutôt d'infliger des dégâts, et donc de tempérer l'agression des Khmers rouges, mais elle n'a pas eu l'effet escompté. À la suite de cette offensive, les dirigeants du KD ont proclamé le retrait vietnamien comme une victoire majeure pour leur révolution, d'une importance historique égale à sa défaite de l'« impérialisme américain » le 17 avril 1975 : « Notre victoire du 6 janvier sur l'ennemi agresseur vietnamien annexionniste et expansionniste nous a donné à tous une plus grande confiance dans les forces de notre peuple et de notre pays, dans notre PCK et notre Armée révolutionnaire, ainsi que dans la ligne de guerre populaire de notre Parti » [traduction non officielle]<sup>62</sup>. Ainsi, les Khmers rouges ont persisté à lancer des attaques sur le territoire vietnamien, en refusant de répondre aux demandes de négociations de la part du Vietnam<sup>63</sup>.

Certains faits militaires objectifs auraient dû influencer fortement les décisions des dirigeants des deux parties. Dans un premier temps, il y avait une énorme disparité dans la *taille* des forces armées de chaque côté. En 1977, les forces armées du Kampuchéa démocratique étaient estimées à 70 000 hommes, tandis que les forces armées de la République socialiste du Vietnam étaient estimées à 615 000 hommes. Ensuite, il y avait une disparité dans la *qualité de l'armement* des armées respectives. Les forces armées du KD étaient essentiellement composées d'une infanterie légère comprenant quelques chars légers, quelque 200 véhicules blindés de transport de

troupes et pratiquement aucune force aérienne. En revanche, les forces armées de la RSV comptaient quelque 900 chars moyens et légers, ainsi que des forces aériennes comprenant 12 000 troupes et 300 avions de combat, dont un escadron de bombardiers légers et huit escadrons d'attaque au sol de 150 avions<sup>64</sup>. Le troisième facteur militaire était la disparité au niveau de la *population* de chaque pays : le KD avait une population de moins de 7 millions d'habitants à l'époque, alors que la RSV comptait près de 50 millions d'habitants. Enfin, le dernier facteur critique qui distinguait les deux armées était la différence dans la condition de la population : la plupart des Vietnamiens, bien que pauvres, étaient dans une condition physique raisonnable, alors que la moitié de la population cambodgienne était dans un état d'épuisement physique et mental à cause de la faim et de la maladie.

Pourtant, les dirigeants du Kampuchéa démocratique ont agi comme si ces désavantages matériels et humains objectifs n'existaient pas ou n'avaient pas d'importance. De surcroît, dans la meilleure tradition orwellienne, ils ont continué de décrire le retrait des troupes vietnamiennes du territoire khmer comme une victoire cambodgienne, malgré le fait que le Vietnam ait infligé des pertes massives aux forces des Khmers rouges. Leur seule question était de savoir pourquoi le peuple khmer avait été « victorieux ». Une réponse a été donnée dans la propagande diffusée à la radio de Phnom Penh :

Sur cette question, tout le parti, l'armée et le peuple sont d'accord sur la raison pour laquelle nous avons triomphé des Vietnamiens : nous avons déjà vaincu les impérialistes américains, et les Vietnamiens ne sont pas aussi puissants que les impérialistes américains. Même en gardant cela à l'esprit, il y en avait encore qui soutenaient que le Vietnam était un grand pays avec une population de 50 millions d'habitants. Et comment le Kampuchéa, avec ses 8 millions d'habitants, pourrait-il vaincre le Vietnam? ...Nous les avons vaincus parce que nous devons les vaincre. C'est le point essentiel [traduction non officielle]<sup>65</sup>.

**ERN : 01001772-01001778 (Chapter 3, The Foreign Policy of Democratic Kampuchea)****LA TENTATIVE PAR LE VIETNAM D'ENCOURAGER UN SOULÈVEMENT AU CAMBODGE**

Après la rupture des relations diplomatiques avec le Kampuchéa démocratique, les Vietnamiens ont lancé une campagne de propagande contre la terreur imposée par les communistes du KD. Entre janvier et avril 1978, Hanoï a progressivement changé sa façon de désigner le régime, passant des « autorités du Kampuchéa » aux « autorités de Phnom Penh ». En juin, c'est devenu « la clique Pol Pot et Ieng Sary ». D'après journal *Nhan Dan* :

Pol Pot, Ieng Sary et leur clique se sont révélés être les meurtriers les plus abjects de la seconde moitié de ce siècle. Qui se cache derrière ces bourreaux dont les mains sont maculées du sang du peuple khmer, y compris les Cham, qui ont presque été anéantis en tant que groupe ethnique, ainsi que les Viet et les Hoa? Ce n'est un mystère pour personne. La clique de Pol Pot et Ieng Sary n'est qu'un instrument bon marché de l'ennemi le plus amer de la paix et de l'humanité. Leurs actions conduisent au suicide national. Il s'agit d'un génocide d'un type particulier. Arrêtons cet autogénocide! Arrêtons le génocide aux mains de la clique de Pol Pot et Ieng Sary [traduction non officielle]<sup>68</sup>!

L'appel à sauver le peuple khmer du génocide n'était pas simplement rhétorique. Il s'agissait, dans le contexte d'une plus vaste propagande internationale et d'une campagne menée par Hanoï, d'une tentative visant à légitimer le renversement imminent du régime du KD. La question n'était plus de savoir si, mais quand et comment cela se ferait.

Au cours des quatre premiers mois de 1978, les Vietnamiens ont créé un réseau secret de camps dans le but de construire une « armée de libération » de Khmers parmi les réfugiés et autres civils amenés du Kampuchéa au Vietnam<sup>69</sup>.

Pol Pot avait lui-même contribué à la formation de cette « armée de libération » en étendant sa terreur dans la zone Est du pays en 1978. Comme il était incapable d'expliquer autrement les succès de l'armée vietnamienne aux dépens de la sienne, compte tenu de la diffusion précédente du « slogan magique » de trente morts vietnamiens pour chaque soldat khmer rouge tué, Pol Pot en a conclu que la zone Est était un nid de traîtres. Les soldats de la zone Sud-Ouest et les forces de l'appareil de sécurité intérieure sont donc entrés dans la zone Est pour y débusquer et éliminer les « traîtres cachés ».

Or, rien ne prouve que les personnes que les émissaires de Pol Pot ont tenté de tuer étaient effectivement des agents du Vietnam. Bien entendu, les dirigeants de Hanoï ont eux-mêmes rapidement endossé publiquement le jugement sévère de Pol Pot, parce qu'il servait leur objectif politique de faire croire au monde que leurs nouveaux alliés khmers rouges étaient toujours de bons

révolutionnaires qui s'opposaient au régime de Pol Pot. Au contraire, les gens que Pol Pot cherchait à éliminer avaient fidèlement exécuté les ordres des dirigeants khmers rouges pendant les trois années précédentes. Ces ordres les avaient amenés à prendre pour cibles des civils vietnamiens et khmers au Vietnam et à subir le plus gros des représailles vietnamiennes. L'une des victimes de la purge des « traîtres » de Pol Pot, Sao Pheum (qui s'est suicidé), était secrétaire du Comité permanent du PCK dans la zone Est. Il s'agissait de l'un des plus ardents défenseurs de l'attaque contre les Vietnamiens<sup>70</sup>.

Les dirigeants vietnamiens ont pensé pouvoir facilement résoudre leurs problèmes avec le Kampuchéa démocratique en liquidant le régime des Khmers rouges dans les vingt-quatre heures suivant l'arrivée de leurs troupes au pays. Toutefois, le gouvernement de Hanoï avait développé une argumentation à la fois théorique et politique justifiant la poursuite d'une autre stratégie. En mars 1978, Tran Quyen, membre du Comité central du PCV, a donné un aperçu de la pensée communiste vietnamienne en discutant de la position des Vietnamiens. Il a comparé la situation au Kampuchéa en 1978 avec celle de la Tchécoslovaquie en 1968, où les contre-révolutionnaires avaient renversé le pouvoir révolutionnaire, entraînant la nécessité de faire appel à des forces extérieures. En revanche, au Kampuchéa, le pouvoir n'a pas changé dans les années qui ont suivi la « victoire de la révolution » (en 1975)<sup>71</sup>. En d'autres termes, pour Hanoï, le PCK était une force intrinsèquement « saine », corrompue uniquement par le contrôle politique de Pol Pot et de Ieng Sary.

Cependant, la stratégie de ne pas envahir le Kampuchéa trouvait aussi une justification politique. Depuis 1975, les Chinois accusaient le Vietnam d'expansionnisme et d'hégémonie. Ils s'étaient déjà servis de l'incursion précédente des forces vietnamiennes dans le territoire khmer pour nuire à l'autorité de la RSV, en particulier en ce qui a trait aux mouvements révolutionnaires en Asie du Sud-Est. Si la RSV envahissait le Kampuchéa, cette action pourrait « effrayer le Laos », ce qui n'était pas dans l'intérêt du Vietnam. En outre, de l'avis de Tran Quyen, « les Chinois pourraient occuper le Laos » [traduction non officielle]<sup>72</sup>.

En même temps, Tran Quyen a noté que « le but ultime de la RSV est l'établissement de relations amicales avec le Kampuchéa ». Or, il n'envisageait pas l'atteinte de ce but au moyen de négociations pacifiques dans un avenir prévisible, puisqu'il fallait qu'il y ait des « changements favorables » au Kampuchéa, ce qui aurait exigé beaucoup de temps. Les dures politiques dictatoriales du régime de Pol Pot avaient placé la population dans une situation insoutenable. Le Duan avait qualifié le système existant au KD de « communisme esclavagiste » [traductions non officielles]. Il existait bien un mouvement interne d'opposition au régime, mais celui-ci n'était pas organisé<sup>73</sup>.

Par conséquent, d'un point de vue politique, il était sensé pour les Vietnamiens d'opter pour une stratégie de « parrainage », c'est-à-dire d'aider à organiser la révolution et l'insurrection au KD. Par ailleurs, l'opinion selon laquelle certains éléments parmi les dirigeants khmers rouges

cultivaient des liens d'amitié secrets avec le Vietnam a donné aux dirigeants de Hanoï des raisons d'espérer qu'il serait possible d'y mettre en place un régime communiste pro-vietnamien. Mais une question demeurait : cette stratégie de parrainage de la « guerre populaire » réussirait-elle?

Fin mai 1978, les combats se déroulaient des deux côtés de la frontière<sup>74</sup>. Le recours aux forces aériennes par les Vietnamiens en juin, avec près de trente missions de bombardement par jour, engendra de lourdes pertes chez les Khmers rouges<sup>75</sup>. Vers le milieu de la même année, la direction de l'« armée de libération » khmère était entre les mains d'anciens cadres du PCK de la 203<sup>ème</sup> division (Est), dont certains avaient participé aux soulèvements d'avril et de mai, et qui avaient tous fui au Vietnam pour éviter d'être exécutés dans les purges de Pol Pot.

## LA DÉCISION VIETNAMIENNE D'ENVAHIR LE CAMBODGE

Vers le milieu de 1978, les dirigeants vietnamiens ont pris conscience qu'une insurrection inspirée des modèles vietnamiens adaptés de la « guerre populaire » maoïste ne donnerait pas de bons résultats. Les unités militaires loyalistes de Pol Pot et son appareil policier étaient tout simplement trop puissants. La seule solution était de lancer une invasion conventionnelle, comme l'avait fait l'Union soviétique en Tchécoslovaquie en 1968.

Le 15 juin, le Politburo du Parti communiste vietnamien demanda à l'Union soviétique d'envoyer une délégation du PCV dirigée par le secrétaire général Le Duan pendant sept à neuf jours à Moscou, à partir du 21 juin. Le but était de rencontrer Leonid Brejnev et d'autres dirigeants soviétiques afin d'échanger des opinions sur la situation au Vietnam ainsi que différents enjeux internationaux d'importance. Le porteur de la demande du Politburo du PCV, le Ministre des affaires étrangères Nguyen Duy Trinh, a déclaré que de nombreux aspects de la situation au Vietnam dépendait de « la guerre du Kampuchéa contre la RSV » ainsi que des questions concernant les attitudes des Chinois vivant au Vietnam, des problèmes que les dirigeants à Hanoï estimaient étroitement liés. Le PCV prédisait une nouvelle aggravation de la situation, ce qui expliquait « l'urgence de mener des consultations avec les camarades soviétiques en temps utile ». Nguyen Duy Trinh a déclaré que Le Duan avait l'intention « de présenter plusieurs demandes à la direction du PCUS [Parti communiste de l'Union soviétique] à Moscou » [traductions non officielles]. Le Ministre vietnamien des affaires étrangères avait, quant à lui, indiqué que cette visite devait se dérouler en secret<sup>76</sup>.

Malheureusement, il n'existe pas des procès-verbaux de ces réunions secrètes tenues à Moscou. Toutefois, un ancien haut fonctionnaire vietnamien a déclaré qu'en juin 1978, les cadres politiques communistes vietnamiens furent informés qu'une invasion du Kampuchéa était en cours

Original EN: 01001657-01001985

43

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

de préparation<sup>77</sup>. Bien que cela n'ait pas été ouvertement abordé, l'un des objectifs de la réunion était pour les Vietnamiens de s'assurer d'obtenir le soutien politique et militaire des Soviétiques en cas de futurs affronts, ou au moins de s'assurer d'avoir une « police d'assurance soviétique » contre d'éventuelles repréailles militaires de la part des Chinois. Les Soviétiques n'avaient pas l'intention de livrer une guerre à la Chine à cause d'un conflit entre le Vietnam et le Kampuchéa, mais ils ne l'ont évidemment pas révélé. Un traité d'amitié et de coopération fut néanmoins publiquement signé à Moscou en novembre (voir le chapitre 8)<sup>78</sup>.

Dans une réunion d'information organisée le 25 juillet 1978, un fonctionnaire du ministère vietnamien des Affaires étrangères a dit au chargé d'affaires soviétique à Hanoï que les Khmers rouges avaient concentré quatorze des dix-sept divisions régulières de leur armée, ainsi que 16 régiments de formations armées locales, à la frontière vietnamienne<sup>79</sup>.

Lors d'une réunion avec l'ambassadeur soviétique à Hanoï début septembre 1978, Le Duan a déclaré que le Politburo du Parti communiste vietnamien s'était fixé comme objectif « de résoudre pleinement cette question [du Kampuchéa] d'ici le début de 1979 ». Il a par ailleurs indiqué que les calculs vietnamiens sur la réaction possible de la Chine avaient changé.

Le Duan a déclaré que si la Chine voulait empêcher des changements au Kampuchéa qui lui seraient défavorables, elle devait y transférer dix divisions. Toutefois, il a estimé que la Chine ne serait pas en mesure de le faire, car le transfert de troupes par mer au Kampuchéa était « une question très problématique ». Le Duan a remarqué qu'il aurait été tout aussi complexe de lancer une offensive par voie terrestre depuis le nord, et que les Chinois « n'avaient pas réussi à faire quoi que ce soit jusqu'à présent ». De plus, il a souligné qu'il était impossible pour le Vietnam d'attendre que Beijing « se consolide au Kampuchéa » [traductions non officielles]<sup>80</sup>.

Le Duan a également parlé des efforts entrepris par le Vietnam pour encourager la résistance khmère. Il a affirmé qu'à l'époque, neuf bataillons de Khmers formés par les Vietnamiens étaient déjà opérationnels. On disait aussi que vingt dirigeants de districts provinciaux « s'opposaient au régime de Phnom Penh et sympathisaient avec le Vietnam ». Le Duan a affirmé que les Vietnamiens essayaient d'établir un contact avec Sao Pheum (Souvanna), déclarant de lui qu'il était « [leur] homme » et que Hanoï voulait qu'il « assume la direction du mouvement depuis le Kampuchéa ». En outre, Le Duan a de nouveau affirmé sa conviction des années précédentes selon laquelle Nuon Chea, haut responsable des Khmers rouges, serait « une personne éprouvant de la sympathie pour le Vietnam ». Quant au voyage de Nuon Chea en Chine, lors duquel celui-ci a prononcé un discours politique anti-vietnamien, Le Duan a affirmé que les propos du dirigeant khmer rouge n'étaient « pas caractéristiques de ses opinions politiques ». Au contraire, insista Le Duan, les autorités de Phnom Penh avaient obligé Nuon Chea à prononcer ce discours, et Le Duan avait ajouté : « mais nous comprenons bien sa situation » [traductions non officielles]<sup>81</sup>.

Original EN: 01001657-01001985

44

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

Ainsi, Le Duan semblait profondément convaincu des sympathies pro-vietnamiennes de certains communistes khmers, qui avaient tous comme caractéristique commune leur ancienne appartenance au Parti communiste indochinois. Ce fait, tout comme l'identité ethnique vietnamienne, était considéré comme une base solide permettant de déterminer quelles personnes seraient favorablement disposées à l'influence politique communiste vietnamienne. Pourtant, le jugement politique de Le Duan s'avéra complètement erroné compte tenu du comportement ultérieur de Nuon Chea et de Son Sen, les deux dirigeants khmers rouges étant restés fidèles à Pol Pot. Son Sen n'est entré en conflit avec Pol Pot qu'en juin 1997, lorsque les différents mouvements khmers rouges ont commencé à se désintégrer. De même, ce n'est que lorsque Ieng Sary a lui-même déserté et que Pol Pot a perdu le contrôle de son mouvement et été arrêté par certains de ses anciens camarades puristes, que Nuon Chea cessa d'être fidèle à Pol Pot<sup>82</sup>. Ces faits historiques doivent aussi nous amener à remettre en question l'évaluation qu'a fait Le Duan de Sao Pheum, le dirigeant de la zone Est. C'est d'autant plus vrai qu'à l'époque où Le Duan prétendait que le PCV essayait d'établir un contact avec Sao Pheum, ce dernier était déjà mort depuis trois mois<sup>83</sup>.

Pourrait-on simplement attribuer ces erreurs de Le Duan à sa tentative d'impressionner son interlocuteur soviétique par son optimisme politique? Ce n'est pas impossible. Mais l'erreur grossière de prétendre que les perspectives du Vietnam étaient en partie liées au contact avec un homme mort depuis déjà trois mois était si grave qu'elle aurait été particulièrement gênante si elle avait été révélée. Il fallait donc conclure à une véritable ignorance de la part de Le Duan, qui avait tout simplement porté un jugement non fondé sur les opinions politiques des dirigeants khmers rouges, en se basant sur des facteurs dénués de pertinence.

En octobre, la radio vietnamienne a commencé à diffuser une série de comptes rendus parus dans des journaux vietnamiens à propos d'un soulèvement présumé au Cambodge, qui serait survenu en réaction aux purges au sein du PCK et dans les rangs de ses cadres des forces armées<sup>84</sup>. Elle a également diffusé des appels lancés par des Khmers déclarant être d'anciens membres de l'armée et du PCK, exhortant le peuple soit à « se soulever contre la clique de traîtres de Pol Pot et Ieng Sary », soit à « déserté les rangs » et vivre dans la jungle, ou à « se rendre au Vietnam »<sup>85</sup>. Tout cela était une préparation politique pour l'« offensive finale » du Vietnam contre le régime du Kampuchéa démocratique. L'Agence France-Presse a rapporté que l'Union soviétique livrait des quantités « importantes » de chars, d'avions, de missiles et de munitions dans les ports vietnamiens [traductions non officielles]<sup>86</sup>.

Le 3 décembre, la radio de Hanoï a annoncé la formation du Front uni du Kampuchéa pour le salut national dans ce qu'elle a appelé la « zone libérée » du pays. Le Front aurait été formé lors d'un congrès de « 200 représentants du peuple khmer de tous les horizons ». On ne connaît pas la date à laquelle a eu lieu ce congrès, mais un comité central de quatorze membres aurait été élu à

cette occasion, présidé par Heng Samrin. Les dirigeants de Hanoï ont décrit Heng Samrin comme un ancien membre de l'organisation politique de la zone Est et ancien commissaire politique et commandant de la 4<sup>ème</sup> division :

Le congrès a également adopté à l'unanimité la déclaration en 11 points du Front sur les tâches et les objectifs de la révolution du Kampuchéa et a appelé tout le peuple à se soulever pour lutter, afin de renverser la clique népotiste de Pol Pot et Ieng Sary et de construire un Kampuchéa pacifique, indépendant, démocratique, neutre et non aligné, avançant dans la voie du socialisme [traduction non officielle]<sup>87</sup>.

Les Vietnamiens avaient mis en place les fondements d'un gouvernement fantoche, qu'ils avaient l'intention d'installer à Phnom Penh ; une tentative de couverture politique pour masquer leur invasion.

Au cours des deux premières semaines de décembre, les troupes de deux divisions vietnamiennes se sont déplacées avec prudence dans la région orientale du Cambodge, pénétrant jusqu'à soixante-dix milles (113 km) dans la partie sud-est du pays<sup>88</sup>. Puis, le 25 décembre, Hanoï a lancé une offensive totale, utilisant treize divisions et plus de 150 000 hommes. Ces forces ont capturé Phnom Penh le 7 janvier 1979<sup>89</sup>. La République populaire du Kampuchéa fut créée peu de temps après, avec Heng Samrin à la tête de l'État et Pen Sovan comme secrétaire général du Parti révolutionnaire du peuple khmer (tous deux furent écartés du pouvoir quelques années plus tard). Ce Parti révolutionnaire portait d'ailleurs le même nom que celui créé pour les Cambodgiens par les dirigeants de Hanoï en septembre 1951, afin de succéder au Parti communiste indochinois.

Constatant que plus de la moitié de leur armée avait été détruite, les dirigeants khmers rouges se sont enfuis dans la région de l'ouest du pays. Ils ont d'abord tenté d'affronter l'armée vietnamienne de front avec les principales unités de leurs forces. Cependant, cette stratégie périlleuse leur a coûté de très nombreuses vies, et ils ont donc repris leur stratégie de guérilla par la suite.

## CONCLUSIONS

La décision prise par les Vietnamiens de contrer militairement les attaques de l'armée du Kampuchéa démocratique sur son territoire et contre ses citoyens est parfaitement compréhensible. D'évidence, les communistes vietnamiens étaient responsables d'une grande partie de l'hostilité de nombreux Cambodgiens à leur égard, en raison de leurs tentatives avortées de prendre le contrôle du mouvement communiste cambodgien pendant plusieurs décennies de révolution et de guerre. Mais les efforts directs du Vietnam en matière de subversion semblent avoir été abandonnés après

Original EN: 01001657-01001985

46

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

1975. En fait, jusqu'au début de 1978, les dirigeants vietnamiens ont réagi aux attaques du KD de manière défensive, tout en gardant un certain sens de la mesure sur le plan politique et militaire. La décision du Vietnam de soutenir une rébellion interne contre le régime du KD ne peut en soi être considérée comme extrême ou démesurée, compte tenu des attaques continues du KD contre le Vietnam. Cette décision reflétait un compromis entre les besoins défensifs du Vietnam en matière de sécurité nationale vis-à-vis du Cambodge, et sa volonté de ne pas contrarier la Chine.

Original EN: 01001657-01001985

47

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

**ERN: 01001781-01001781 (Chapter 3, The Foreign Policy of Democratic Kampuchea)**

Comment donc expliquer ces croyances infondées et ces actes irrationnels? La réponse réside dans la vision du monde déformée des dirigeants khmers rouges.

Après 1975, la croyance qu’avaient Pol Pot et son cercle qu’ils faisaient face à un danger *imminent* de domination par le Vietnam était purement illusoire, tout comme leur croyance que le régime était en danger imminent de subversion interne. La véritable stratégie de pénétration interne de Hanoï avait été contrée par les purges internes de Pol Pot entre 1973 et 1975. Les dirigeants khmers rouges s’imaginaient maintenant que le régime avait été pénétré par des « ennemis de tous bords ». Or, la nature délirante de ces craintes est manifeste : les victimes de la purge de 1977-1978 comprenaient de vieux camarades de Pol Pot lui-même et la seule preuve contre ces victimes consistait en des aveux extorqués par la torture et, surtout, par les allégations bizarres portées contre elles – selon lesquelles elles étaient des agents des Vietnamiens, du KGB et de la CIA agissant en coalition. Il est clair qu’en construisant dans leur propre esprit cet exemple d’une « pseudo-communauté paranoïaque », le cercle intérieur des dirigeants khmers rouges montrait à quel point il était saturé d’une culture de paranoïa<sup>90</sup>.

En parallèle de ces idées délirantes sur la subversion interne, l’idéologie nationale « hyper-maoïste » des dirigeants du Kampuchéa démocratique était également caractérisée par des pensées délirantes. Les Khmers rouges se vantaient d’aller plus vite et plus loin dans leur « édification du socialisme » que tout autre État socialiste (y compris les États avec lesquels ils entretenaient des liens amicaux). Ils croyaient que pour unifier le peuple khmer, il leur fallait davantage de socialisme et de collectivisme, moins de capitalisme et d’individualisme, et qu’ils devaient renforcer les mesures de terreur contre l’« ennemi de classe ». Ils croyaient qu’une transformation socialiste rapide de la structure socio-économique du pays le protégerait contre les menaces du Vietnam.

En réalité, la « transformation socialiste » rapide du pays a entraîné la dégénérescence physique de sa population. C’est cette transformation rapide, ainsi que le climat de terreur omniprésent, qui ont conduit de nombreuses personnes normalement prédisposées contre l’ennemi héréditaire du Cambodge à ne plus soutenir leur gouvernement dans sa lutte suprême. Ainsi, ces pensées délirantes au sujet de la révolution nationale khmère, profondément enracinées dans l’idéologie des Khmers rouges, ont contribué à la destruction de l’État désigné comme « Kampuchéa démocratique » par les Khmers rouges.

Enfin, en discernant la motivation sous-tendant les actions militaires irrationnelles des Khmers rouges contre le Vietnam, soit la foi des dirigeants khmers rouges dans la supériorité de leurs propres forces objectivement plus faibles, nous redécouvrons une foi mystique caractéristique des mouvements millénaristes.

Original EN: 01001657-01001985

48

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

**ERN: 01001881-01001881** (*Chapter 8, The Emergence of the Soviet-Vietnamese Alliance*)

Il y avait d'autres moyens plus concrets par lesquels les dirigeants vietnamiens travaillaient désormais à l'appui des objectifs de la politique étrangère soviétique. À la fin de 1975, le KGB soviétique a fait appel au ministère de l'Intérieur vietnamien pour qu'il leur fournisse 10 000 fusils automatiques américains saisis et 10 millions de munitions. Le KGB approvisionnait d'habitude les partis communistes étrangers et les « mouvements de libération nationale » en armes produites par l'Occident<sup>36</sup> (manifestement pour dissimuler le rôle de fournisseur de l'Union soviétique). À l'époque, le KGB était à court de telles armes. En décembre, le Ministre de l'intérieur vietnamien, Trah Quoc Hoan, a informé confidentiellement les représentants du KGB soviétique que le Politburo du PTV avait accepté de satisfaire cette demande. Or, comme ces armes saisis se trouvaient sous le contrôle du ministère de la Défense de la RDV, Hoan a conseillé au KGB de demander à Vo Nguyen Giap, le Ministre de la défense vietnamien, de lui fournir les armes gratuitement. Dans son rapport de décembre 1975 au Comité central soviétique, Youri Andropov, le chef du KGB, a approuvé cette procédure et conseillé que la demande soviétique adressée à Vo Nguyen Giap soit accompagnée de l'offre d'un nombre similaire d'armes produites par l'Union soviétique en échange<sup>37</sup>.

Le rapprochement entre les Soviétiques et les Vietnamiens au milieu des années 1970 s'est également reflété dans les conversations politiques franches et confidentielles des dirigeants vietnamiens avec l'ambassadeur soviétique. Ces conversations, qui ont eu lieu entre 1976 et 1978 (abordées aux chapitres 4 et 7) et au cours desquelles Le Duan et d'autres dirigeants ont exposé les objectifs stratégiques de Hanoï dans la région et leurs analyses politiques de la situation internationale, n'avaient pas été possibles au début des années 1970, et encore moins dans les années 1960.

L'attitude vietnamienne envers l'Union soviétique pendant la période allant de 1975 jusqu'à la rupture ouverte du Vietnam avec la Chine fut résumée par To Huu, membre du Secrétariat du Parti, au début de 1978, lors d'une réunion avec une délégation du service de propagande soviétique. Cette délégation soviétique a indiqué que To Huu a déclaré que bien qu'il n'y eût pas à l'époque de centre dirigeant du mouvement communiste mondial, tous les vrais communistes, internationalistes et patriotes savaient que leurs meilleurs éléments au monde se concentraient autour du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) et de l'URSS. Il a ensuite ajouté que le PCV s'orientait constamment en fonction de l'expérience du PCUS<sup>38</sup>.

Bien que cette déclaration fût en partie une démarche diplomatique « intra-muros » auprès d'autres propagandistes, elle avait aussi une certaine signification politique. To Huu admettait en même temps qu'il existait de véritables centres de pouvoir communistes indépendants de l'Union

soviétique, mais les Vietnamiens estimaient que le PCUS et l'URSS constituaient le centre de soutien et d'inspiration le plus valable de tous.

À l'époque, l'Union soviétique était la principale aide économique au Vietnam depuis les années 1960. De plus, à mesure que le soutien de la Chine a diminué à la fin de la guerre du Vietnam, l'aide du bloc soviétique a continué d'augmenter. Les relations économiques avec le bloc soviétique étaient vitales pour les Vietnamiens du milieu à la fin des années 1970. Selon Le Duan, en février 1978, 245 projets avaient été achevés ou étaient en cours de construction grâce à l'aide économique soviétique. Il a cité la participation soviétique à la construction des industries de production d'énergie, de machines et de charbon du Vietnam<sup>39</sup>. Selon les Soviétiques, en date de janvier 1978, 185 grands projets avaient été mis en œuvre. L'un des éléments les plus importants de ces projets était les usines, censées produire 25 % de l'électricité du Vietnam ; le volume total de ses besoins en étain, acide sulfurique, apatite et superphosphate ; presque tous ses besoins en charbon et près des deux tiers de ses machines-outils et de ses machines à couper les métaux<sup>40</sup>.

**ERN: 01001898-01001898 (Chapter 9, The Consequences of the Vietnamese Invasion)**

Les fonctionnaires de la République populaire du Kampuchéa (RPK, ou État du Cambodge) furent contraints d'étudier la langue vietnamienne. Les postes les plus élevés étaient attribués à ceux qui maîtrisaient le mieux le vietnamien. Par ailleurs, les hauts fonctionnaires de la RPK furent envoyés au Vietnam pendant plusieurs mois pour y recevoir une « éducation politique »<sup>15</sup>. La signature d'un traité de paix et d'amitié entre la RSV et la RPK en février 1979 a officialisé cette relation politique dès ses débuts. En outre, ce traité donnait au Vietnam le droit de placer des « conseillers » au Cambodge<sup>16</sup>.

La deuxième dimension de cette relation coloniale concerne l'arrivée, à partir de 1979, de centaines de milliers de civils vietnamiens au Cambodge. Le gouvernement vietnamien alléguait que ces colons vietnamiens vivaient au Cambodge avant 1975 et qu'ils avaient soit fui pendant les pogroms de Lon Nol en 1970, soit été expulsés par les Khmers rouges après 1975. Or, les observations des correspondants occidentaux au Cambodge et les entretiens réalisés avec des réfugiés à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge montrent que nombre de ces colons vietnamiens étaient de nouveaux arrivants<sup>17</sup>. L'ethnographe française Marie Alexandrine Martin estime qu'entre 400 000 et 600 000 civils vietnamiens se sont installés au Cambodge après 1979. Un décret de septembre 1983 précisait que les Khmers devaient partager leurs terres avec les civils vietnamiens et les aider à s'installer et à construire leurs maisons. Par ailleurs, chaque commune rurale était obligée d'accueillir un certain nombre de familles vietnamiennes<sup>18</sup>. Comme signe supplémentaire de la puissance coloniale du Vietnam, l'armée vietnamienne a enrôlé des civils khmers pour participer à des corvées militaires, notamment pour travailler dans les mines et creuser des fossés le long de la frontière avec la Thaïlande<sup>19</sup>.

Bien qu'ils aient affirmé être venus au Cambodge pour libérer le peuple de la tyrannie de Pol Pot, les Vietnamiens sont restés pendant douze ans inflexibles sur le fait qu'il ne pouvait y avoir d'autre système de gouvernement au Cambodge que le système communiste qu'ils avaient imposé, et dont le gouvernement était composé d'anciens Khmers rouges impénitents. Pendant cette période, les conséquences politiques de leur invasion furent qualifiées d'« irréversibles ». Cela signifiait qu'aucun dirigeant politique non communiste authentique, notamment le Prince Norodom Sihanouk, Son Sann et leurs éminents partisans, ne pouvait jouer de rôle véritablement indépendant dans la vie politique du pays. Jusqu'à ce que les Vietnamiens acceptent l'accord de paix des Nations Unies en 1991, leur attitude à l'égard de Sihanouk et de Son Sann était de penser que si ces résistants cambodgiens se dissociaient de Pol Pot et de sa « clique génocidaire », ils pourraient jouer un rôle au sein de l'État du Cambodge, mais seulement à titre symbolique.

Les Vietnamiens furent finalement obligés d'abandonner leur occupation directe du pays, mais leur parti communiste « client », dirigé par Hun Sen, est resté au pouvoir pendant de

Original EN: 01001657-01001985

51

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

nombreuses années. Hun Sen a d'ailleurs maintenu cette position de pouvoir en menant un coup d'État en juillet 1997. L'endurance politique de Hun Sen a assuré une influence vietnamienne continue sur le Cambodge.

Original EN: 01001657-01001985

52

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

**ERN : 01001932-01001932 (Notes to Chapter 3)**

- <sup>35</sup> Rangoun, service intérieur, 7 mars 1977, dans FBIS-APA-77-44, 8 mars 1977, p. G1.
- <sup>36</sup> AFP (Hong Kong), 24 mars 1977, dans FBIS-APA-77-57, 24 mars 1977, p. O2.
- <sup>37</sup> *Japan Times*, 20 juin 1977, dans FBIS-APA-77-120, 22 juin 1977, Annexe 4.
- <sup>38</sup> *Ashahi Shimbun*, 18 juin, dans FBIS (Foreign Broadcast Information Service).
- <sup>39</sup> *Far Eastern Economic Review*, 7 octobre 1977.
- <sup>40</sup> *New York Times*, 30 mars 1977.
- <sup>41</sup> Radio Phnom Penh, service intérieur, 27 et 28 septembre 1977, dans FBIS-APA-77-188, 28 septembre 1977, p. H1.
- <sup>42</sup> *Ibid.*, 28 septembre 1977, dans FBIS-APA-77-188, 28 septembre 1978, p. H1; *New York Times*, 29 septembre 1977.
- <sup>43</sup> *New York Times*, 29 septembre 1977.
- <sup>44</sup> Pyongyang, service intérieur, 8 octobre 1977, dans FBIS-APA-77-196, 11 octobre 1977, p. D15.
- <sup>45</sup> Pyonyang, Agence de presse centrale coréenne, 7 octobre 1977, dans FBIS-APA-77-196, 11 octobre 1977, p. D7.
- <sup>46</sup> Radio Phnom Penh, service intérieur, 15 novembre 1977, dans FBIS-APA-77-221, 16 novembre 1977, p. H1 ; *ibid.*, 24 novembre 1977, dans FBIS-APA-77-228, 25 novembre 1977, p. H1.
- <sup>47</sup> *New York Times*, 1<sup>er</sup> février 1977.
- <sup>48</sup> *Daily Telegraph* (Londres), 17 février 1977.
- <sup>49</sup> *Bangkok Post*, 27 février 1977 ; *ibid.*, 30 avril 1977.
- <sup>50</sup> *Ibid.*, 20 juin 1977.
- <sup>51</sup> *New York Times*, 22 juillet 1977 ; *Washington Post*, 22 juillet 1977.
- <sup>52</sup> *The Times* (Londres), 15 août 1977.
- <sup>53</sup> AFP Hong Kong, 6 août 1977, dans FBIS-APA-77-152, 8 août 1977, p. J1.
- <sup>54</sup> *Bangkok Post*, 1<sup>er</sup> novembre 1977, dans FBIS-APA-77-210, 1<sup>er</sup> novembre 1977, J7.
- <sup>55</sup> *Ibid.*, 3 novembre 1977, dans FBIS-APA-77-212, 3 novembre 1977, J1.
- <sup>56</sup> *Ibid.*, 5 novembre 1977, dans FBIS-APA-77-214, 7 novembre 1977, J1. ; *Bangkok World*, 10 novembre 1977, dans FBIS-APA-77-218, 11 novembre 1977, J7.

Original EN: 01001657-01001985

53

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

- <sup>57</sup> Radio Phnom Penh, service intérieur, 10 novembre 1977, dans FBIS-APA-77-218, 11 novembre 1977, p. H1.
- <sup>58</sup> *Bangkok Post*, 17 décembre 1977, dans FBIS-APA-77-243, 19 décembre 1977, J6.
- <sup>59</sup> *Siam Rat* (Bangkok), 19 décembre 1977, dans FBIS-APA-77-243, J1.
- <sup>60</sup> *Bangkok Post*, 21 décembre, dans FBIS-APA-77-245, 21 décembre 1977, J1.
- <sup>61</sup> Radio Phnom Penh, service intérieur, 25 novembre 1977, dans FBIS-APA-77-228, 28 novembre 1977, p. H1.
- <sup>62</sup> Beijing, Agence de presse nationale chinoise, 3 et 4 décembre 1977, dans FBIS-PRC-77-233, 5 décembre 1977, p. A4 et A5.
- <sup>63</sup> Kuala Lumpur, service intérieur, 8 décembre 1977, dans FBIS-APA-77-237, 9 décembre 1977, p. H1.

**ERN: 01001936-01001937 (Notes to Chapter 4)**

<sup>17</sup> *Vietnam Courier*, n° 45, février 1976, p. 3.

<sup>18</sup> Radio Hanoï, Agence de presse vietnamienne, 14 avril 1976, dans FBIS-APA-76-74, 15 avril 1976.

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> Radio Phnom Penh, service intérieur, 14 juin 1976, dans FBIS-APA-76-116, 15 juin 1976, p. H1.

<sup>21</sup> Voici un extrait de cette diffusion radiophonique :

[L]e peuple du Kampuchéa prend le plus grand plaisir à accueillir la fondation de la RSV et exprime ses plus chaleureuses félicitations aux dirigeants de l'État vietnamien et au peuple vietnamien – leurs camarades d'armes, ainsi que ses vœux les plus ardents à la RSV et au peuple vietnamien pour leurs brillants succès dans leur tâche de renforcer le socialisme sur l'ensemble du territoire du Vietnam unifié [traduction non officielle].

*Ibid.*, 7 juillet 1976, dans FBIS-APA-76-116, 15 juin 1976, p. H1.

<sup>22</sup> *Ibid.*, 21 juillet 1976, dans FBIS-APA-76-143.

<sup>23</sup> *Ibid.*, 26 juillet 1976, dans FBIS-APA-76-146, 28 juillet 1976, p. H1.

<sup>24</sup> *Vietnam Courier*, n° 52, septembre 1976, p. 7.

<sup>25</sup> Radio Hanoï, Agence de presse vietnamienne, 22 septembre 1976, dans FBIS-APA-76-186, 23 septembre 1976, p. K2.

<sup>26</sup> *Zapis besedi s chlenom Politburo TsK PTV, premier-ministrom SRV Pham Van Dongom* (« Rapport sur la conversation avec Pham Van Dong, premier ministre de la RSV et membre du Politburo du Comité central du PTV »), 6 novembre 1976, TsKhSD, Fond 5, Opis 69, Delo 2314, p. 101.

<sup>27</sup> *Zapis besedi s pervim sekretarem TsK PTV Le Zuanom* (« Rapport sur la conversation avec Le Duan, premier secrétaire du Comité central du PTV »), 16 novembre 1976, TsKhSD, Fond 5, Opis 73, Delo 2314, p. 113.

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 113 et 114.

<sup>31</sup> Radio Phnom Penh, service intérieur, 28 et 29 septembre 1977, dans FBIS-APA-77-189, 29 septembre 1977.

Original EN: 01001657-01001985

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

55

<sup>32</sup> Voir Barry Kramer, « Cambodia's Communist Regime Begins to Purge Its Own Ranks While Continuing a Crackdown », *Wall Street Journal*, 19 octobre 1977 ; Michael Chinoy, « Killings Mark Cambodia Power Struggle », *Los Angeles Times*, 16 novembre 1977.

<sup>33</sup> *Nhan Dan*, 17 avril 1977, p. 6, cité dans FBIS-APA-77-95, 17 mai 1977, p. K3.

<sup>34</sup> Voici un extrait de ce message :

[S]ous la direction de l'Organisation révolutionnaire du Kampuchéa... le peuple héroïque du Kampuchéa a, au cours des deux dernières années, maintenu un esprit d'autosuffisance et surmonté de nombreuses difficultés dans sa volonté de guérir les blessures de la guerre, de rétablir l'économie et de stabiliser ses conditions de vie. Il a également contrecarré divers plans de sabotage fomentés par les impérialistes et leurs sbires [traduction non officielle].

Radio Hanoï (en anglais), Agence de presse vietnamienne, 16 avril 1977, dans FBIS-APA-77-74, 18 avril 1977, p. K9.

<sup>35</sup> Chanda, *Brother Enemy*, p. 87. Selon le colonel Bui Tin, aujourd'hui exilé et ancien rédacteur en chef de *Quang Doi Nhan Dan*, le journal de l'armée communiste vietnamienne, 800 civils furent tués lors de l'attaque menée dans les villages de Chau Doc. Bui Tin, Entretien avec l'auteur, Boston, 22 octobre 1991 (« Entretien avec Bui Tin »).

<sup>36</sup> Selon le colonel Bui Tin, en déplacement à l'époque avec Vo Nguyen Giap, Ministre de la défense vietnamien, dans le cadre d'une visite planifiée en Chine et en Union soviétique. Entretien avec Bui Tin.

<sup>37</sup> Les attaques des Khmers rouges et les représailles vietnamiennes ne furent signalées en Occident que trois mois et demi plus tard. Voir AFP (Hong Kong), 15 août 1977, dans FBIS-APA-77-158, 16 août 1977 ; et *New York Times*, 9 août 1977. Nayan Chanda a avancé l'hypothèse que Le Duc Tho, le membre du Politburo vietnamien responsable du Kampuchéa, s'était rendu à Moscou à l'époque pour participer à des réunions secrètes avec les Soviétiques à la suite de ces attaques. Or, les procès-verbaux des réunions du secrétariat du Parti communiste soviétique montrent que le dirigeant vietnamien avait demandé de faire cette visite au préalable, afin de recevoir un traitement médical, et qu'elle avait été approuvée par le Parti soviétique le 27 avril, c'est-à-dire *avant* l'attaque des Khmers rouges. Voir TsKhSD.

<sup>38</sup> *Spravka posola VNR v SRV L. Karshai o neskol'ko voprosov vietnamskikh-kampuchianskikh otnoshenakh* (« Informations de L. Karshai, l'Ambassadeur de la République populaire hongroise en RSV, sur plusieurs questions relatives aux relations entre le Vietnam et le Kampuchéa »), 1<sup>er</sup> novembre 1977, TsKhSD, Fond 5, Opis 73, Delo 407, p. 98.

<sup>39</sup> AFP (Hong Kong), 15 août 1977, dans FBIS-APA-77-158, 16 août 1977 ; *New York Times*, 9 août 1977.

- <sup>40</sup> FBIS-APA-77-124, 28 juin 1977.
- <sup>41</sup> Radio Phnom Penh, service intérieur, 30 juillet 1977, dans FBIS-APA-77-149, 3 août 1977.
- <sup>42</sup> *Ibid.*, 8 août 1977, dans FBIS-APA-77-153, 9 août 1977.
- <sup>43</sup> *Bangkok Post*, 1<sup>er</sup> septembre 1977.
- <sup>44</sup> Radio Phnom Penh, service intérieur, 17 septembre 1977, dans FBIS-APA-77-182, 20 septembre 1977.
- <sup>45</sup> Radio Hanoï (en anglais), Agence de presse vietnamienne, 29 septembre 1977, dans FBIS-APA-77-190, 30 septembre 1977, p. K3 et K4.9.
- <sup>46</sup> *Spravka posola VNR v SRV L. Karshai o neskol'ko voprosov vietnamskikh-kampuchianskikh otnoshenakh*, 1<sup>er</sup> novembre 1977, TsKhSD, Fond 5, Opis 73, Delo 1407, p. 99.
- <sup>47</sup> *Ibid.*, p. 100.
- <sup>48</sup> *Ibid.*, p. 98.
- <sup>49</sup> Voir le récit consigné dans *Brother Enemy* (Chanda), p. 192 à 195.
- <sup>50</sup> Bui Tin a mis l'accent sur la préoccupation des dirigeants à l'égard des problèmes internes. Entretien avec Bui Tin.
- <sup>51</sup> *Zapis' besedi s genera'nim sekretarem TsK KPV Le Zuanom* (« Rapport sur une conversation avec Le Duan, secrétaire-général du Comité central du PTV »), 6 octobre 1977, TsKhSD, Fond 5, Opis 73, Delo 1409, p. 123.

**ERN : 01001955-01001955 (Notes to Chapter 8)**

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 22 et 23.

<sup>29</sup> *Politicheskii otchet posol'stva SSSR v demokraticheskoj respublike v'etnam za 1973 god* (« Rapport politique de l'Ambassade de l'URSS en République démocratique du Vietnam pour 1973 »), TsKhSD, Fond 5, Opis 66, Delo 781, p. 6.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 14 et 15.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>34</sup> *Politicheskii otchet posol'stva SSSR v demokraticheskoj respublike v'etnam za 1974 god* (« Rapport politique de l'Ambassade de l'URSS en République démocratique du Vietnam pour 1974 »), TsKhSD, Fond 5, Opis 67, Delo 655, p. 35.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 35 et 36.

<sup>36</sup> *Komitet gosudarstvennoi bezopasnosti pri sovete ministrov SSSR, « O poluchenii iz DRV amerikanskovo trofeinovo strelkovovo oruzhiya »* (« Comité de sécurité d'État du Conseil des ministres de l'URSS, "Rapport sur les conditions de transfert depuis la RDV des armes légères américaines saisies" »), 31 décembre 1975, TsKhSD, Fond 89.

<sup>37</sup> *Ibid.*

<sup>38</sup> *Zapis' besedi kandidata v chleni Politburo sekretar TsK CPV To Huu s delegatsiei otdela propagandi TsK KPSS* (« Rapport sur une réunion entre To Huu, membre du secrétariat du Politburo du Comité central du PCV, et une délégation du Service de propagande du Comité central du PCUS »), 17 février 1978, TsKhSD, Fond 5, Opis 75, Delo 1062.

<sup>39</sup> Radio Moscou (en vietnamien), 22 février 1978, dans FBIS-SOV-78-36, 22 février 1978, p. L1.

<sup>40</sup> Radio Moscou (en vietnamien), 25 juin 1978, dans FBIS-SOV-78-125, 28 juin 1978, p. L3.

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> Agence télégraphique de l'Union soviétique (Moscou), service international, 3 juillet 1978, dans FBIS-SOV-78-130, 6 juillet 1978, p. CC5.

<sup>43</sup> Chanda, *Brother Enemy*, p. 188.

<sup>44</sup> Evgeny Pavlovich Glazunov, Entretien avec l'auteur, Moscou, 1<sup>er</sup> avril 1992.

<sup>45</sup> Radio Moscou (en vietnamien), 2 avril 1978, dans FBIS-SOV-78-65, 4 avril 1978, p. L1.

<sup>46</sup> *Zapis' besedi s chlenom Politburo TsK KPV, ministr inostrannikh del Nguyen Duy Trinh* (« Rapport sur une réunion avec Nguyen Duy Trinh, Ministre des affaires étrangères et membre

Original EN: 01001657-01001985

Translated: [01001686-01001688]; [01001692-01001693]; [01001695]; [01001701-01001703]; [01001706]; [01001712]; [01001714-01001715]; [01001718]; [01001721-01001722]; [01001732-01001733]; [01001736]; [01001739]; [01001745-01001747]; [01001749-01001750]; [01001759-01001761]; [01001763]; [01001765-01001770]; [01001772-01001778]; [01001781]; [01001881]; [01001898]; [01001932]; [01001936-01001937]; [01001955]

58

du Politburo du Comité central de la RDV »), 15 juin 1978, TsKhSD, Fond 5, Opis 75, Delo 1062, p. 25.

<sup>47</sup> *Zapis' besedi s chlenom Politburo TsK KPV, zam prem'er ministr pravitel'stva SRV, Le Thanh Nghi* (« Rapport sur une réunion avec Le Thanh Nghi, vice-premier ministre du gouvernement de la RSV et membre du Politburo du Comité central du PCV »), 24 juillet 1978, TsKhSD, Fond 5, Opis 75, Delo 1062, p. 63.

<sup>47</sup> Radio Hanoï (en anglais), Agence de presse vietnamienne, 3 juillet 1978, dans FBIS-APA-128-125, 3 juillet 1978, p. K19.